

Régions et économie du savoir

Périphérique mais vigoureux

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse



Marc L. Johnson

Régions et économie du savoir

Marc L. Johnson

Périphérique mais vigoureux

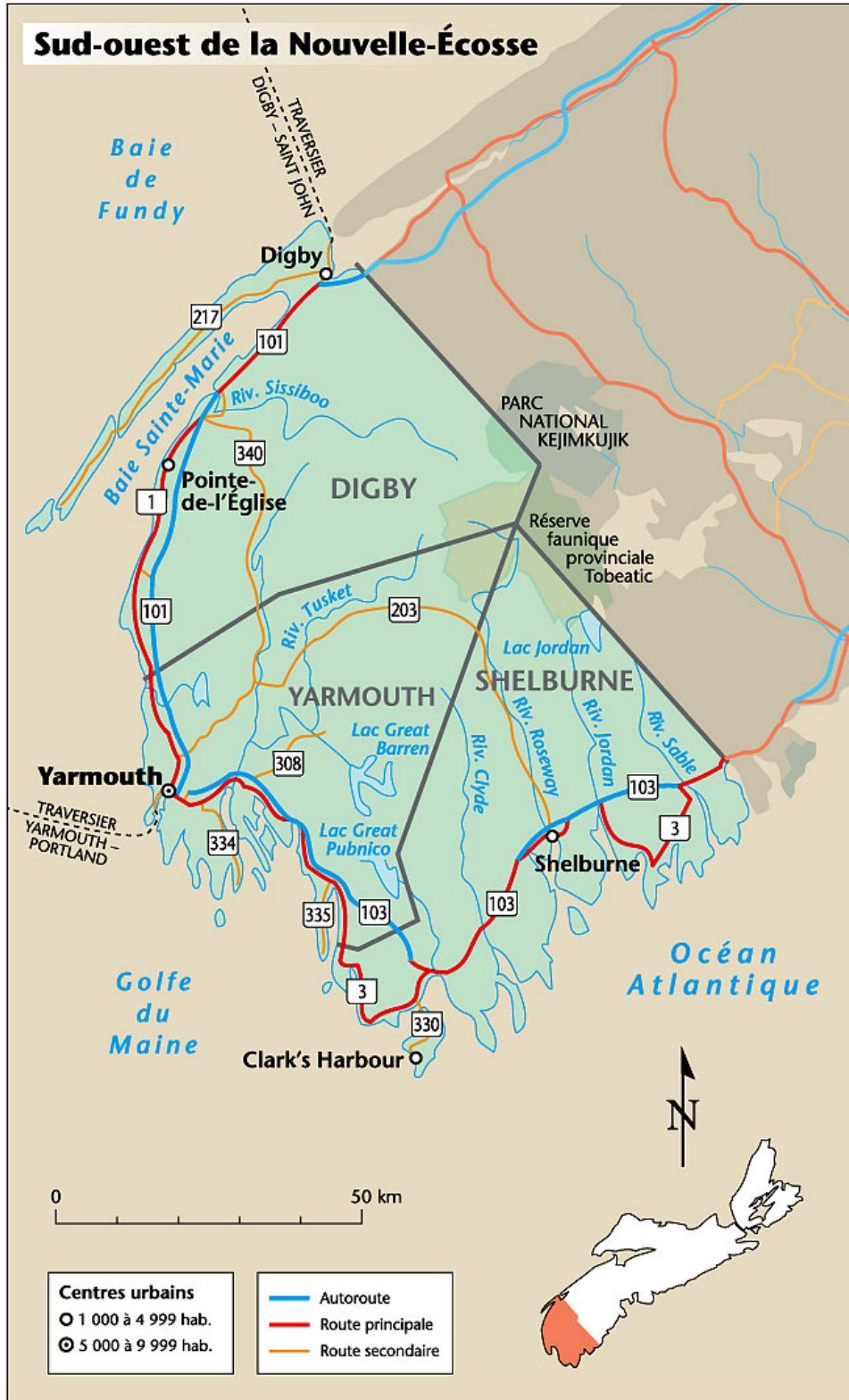
Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse

© Institut canadien de recherche sur le développement régional /
Canadian Institute for Research on Regional Development
Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation, culture et société

ISBN : 0-88659-078-7

Dépôt légal : 2^e trimestre 2002
Bibliothèque nationale du Canada

Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse



Baie de Fundy

TRAVERSIER
DIGBY - SAINT JOHN

Digby

Baie Sainte-Marie
Riv. Sissiboo

217

101

Pointe-de-l'Église

340

DIGBY

PARC NATIONAL KEJIMIKUJIK

Réserve faunique provinciale Tobetic

Riv. Tusket

203

YARMOUTH

SHELBURNE

Lac Jordan

Yarmouth

308

Lac Great Barren

Shelburne

103

Riv. Roseway

Riv. Jordan

Riv. Sable

TRAVERSIER
YARMOUTH - PORTLAND

334

335

103

Lac Great Pubnico

103

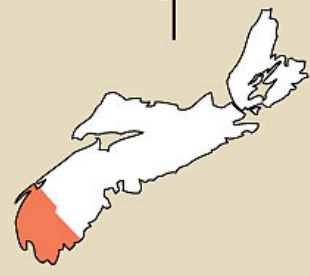
Océan Atlantique

Golfe du Maine

Clark's Harbour



Centres urbains	Autoroute
○ 1 000 à 4 999 hab.	Route principale
⊙ 5 000 à 9 999 hab.	Route secondaire





L'Institut canadien de recherche sur le développement régional a été créé en 1983 et est établi sur le campus de l'Université de Moncton. Organisme indépendant et sans but lucratif, il est régi par un conseil d'administration. Son mandat est de promouvoir la recherche sur les questions relatives au développement régional dans le cadre notamment de programmes de recherche, de publication et de conférences.

L'Institut envisage l'étude du développement régional dans une perspective très large et souhaite favoriser une approche pluridisciplinaire, incluant l'économie, la géographie économique, la science politique, les politiques publiques et la sociologie.

Les objectifs de l'Institut sont les suivants :

1. susciter un débat public éclairé sur le développement régional;
2. rendre accessibles des informations et des données objectives à ce sujet.

Tout spécialiste intéressé à entreprendre des recherches sur les questions de développement régional est invité à communiquer avec l'Institut. Son site Internet est à l'adresse suivante : www.umoncton.ca/icrdr.



L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) représente les intérêts de la région de l'Atlantique dans le processus fédéral d'élaboration de politiques et elle est chargée de promouvoir des politiques et des programmes du gouvernement du Canada qui favorisent le développement économique dans les quatre provinces atlantiques. À cette fin, l'APECA mène des recherches sur les politiques visant un grand nombre de questions, de difficultés et de possibilités liées au développement de l'économie de la région.

Le travail de recherche sur les politiques de l'Agence est exécuté de façon stratégique et prévoit une participation active de partenaires des secteurs public et privé ainsi que des principaux intervenants de toute la région de l'Atlantique et de l'extérieur de la région. Parmi ces partenaires on retrouve des organismes indépendants de promotion des affaires publiques, des ministères et organismes du secteur public, des universités, des collèges, des économistes, des regroupements d'entreprises et les sociétés.

L'APECA a appuyé la présente étude par l'entremise de la Mesure de recherche stratégique – Atlantique (MRSA). La Mesure vise à permettre à l'APECA de mieux coordonner et planifier les activités fédérales qui contribuent à la croissance économique de toute la région de l'Atlantique.

L'AUTEUR

Marc Johnson est chercheur principal à l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, à l'Université de Moncton, depuis janvier 2001. Sociologue, il est diplômé des universités de Moncton, de Strasbourg et de Bordeaux, où il a complété le doctorat en 1992. Il a travaillé comme consultant en recherche et en évaluation de programme, collaborant ainsi avec plusieurs institutions gouvernementales dont Développement des ressources humaines Canada, Patrimoine canadien, l'Agence canadienne de développement international, le Commissariat aux langues officielles et le ministère de l'Éducation de l'Ontario. Il a aussi travaillé pour le compte de l'Organisation nationale anti-pauvreté et du Conseil canadien des pêcheurs professionnels.

Ses champs d'intérêt touchent au développement social, communautaire et économique. Il s'est intéressé à l'alphabétisation et à la formation des adultes, aux mesures d'employabilité, à la vitalité des minorités linguistiques, au renforcement des capacités des collectivités tant au Canada qu'en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	07
I. Profil de la région.....	08
Population.....	09
Secteurs d'emploi.....	13
<i>Secteur des ressources naturelles.....</i>	<i>16</i>
<i>Secteur des pêches.....</i>	<i>20</i>
<i>Industries dites dynamiques.....</i>	<i>24</i>
<i>Secteur public.....</i>	<i>26</i>
Activité et revenus.....	28
Scolarisation et compétences.....	33
II. Défis du développement économique.....	39
Concertation des intervenants socioéconomiques.....	39
Transition délicate vers l'économie du savoir.....	42
Diversification dans la production de biens.....	44
Infrastructure et politiques des transports.....	45
Ressources humaines.....	46
Drainer le flot de touristes.....	47
Conclusion.....	49
Personnes consultées.....	51

AVANT-PROPOS

Cette étude de la région du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse s'inscrit dans le programme de veille-synthèse des économies régionales périphériques de l'est du Canada. Onze régions font l'objet de cette recherche comparative, soit l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et la Côte-Nord au Québec, les comtés de Madawaska, Gloucester, Kent et Westmorland au Nouveau-Brunswick, le comté de Prince à l'Île-du-Prince-Édouard, la côte ouest de Terre-Neuve et le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

L'objectif de cette recherche est de mieux comprendre les facteurs liés à la distance qui influent sur l'économie des régions périphériques canadiennes et de dégager les moyens qui sont susceptibles de revitaliser ces régions. La démarche repose sur une double comparaison : d'une part entre les 11 régions périphériques à l'étude et, d'autre part, entre l'est du Canada et le nord de l'Europe, qui présentent plusieurs caractéristiques communes en matière de géographie, ainsi que de structure et de politiques économiques.

Le programme de recherche est mené conjointement par l'Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation, culture et société (Montréal) et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional (Moncton). En outre, des chercheurs de l'Université du Québec à Chicoutimi, de l'Université du Québec à Rimouski et de l'Université de Moncton collaborent à cette initiative. Le programme est financé par Développement économique Canada pour les régions du Québec et par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Les principaux résultats de la présente étude régionale sont repris dans le rapport final de la recherche. Celui-ci fait également la synthèse des autres travaux réalisés dans le cadre de cette recherche, soit les études portant sur les autres régions, la revue de la littérature internationale traitant de l'économie dans les régions périphériques, l'analyse statistique d'envergure canadienne et les analyses comparatives menées en collaboration avec des chercheurs d'Europe du Nord. Tous ces documents sont accessibles sur Internet à l'adresse <www.umoncton.ca/icrdr>.

Marc L. Johnson
Octobre 2001

I

PROFIL DE LA RÉGION

Pour qui parvient en Amérique du Nord par l'océan Atlantique, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est l'un des points d'entrée du continent. Cette région a ainsi accueilli les premiers colons du Canada, dès 1605, alors que les Français y établissaient la colonie acadienne de Port-Royal, aux côtés de la nation micmaque *gespogoite*. Cette partie de la péninsule néo-écossaise fut ensuite peuplée par de nombreux Loyalistes et par une petite population noire. Il n'est pas étonnant que de nombreux groupes humains y aient élu domicile, car le climat de la région est singulièrement clément. Ici, on ne passe pas le tiers de l'année sous l'influence de la neige. En outre, la mer fournit d'innombrables ressources et la terre, un patrimoine agroforestier intéressant.

La région que nous avons choisie pour cette étude comprend trois comtés portant chacun le nom de leur principale agglomération : Digby, Yarmouth et Shelburne. Par rapport à la région économique à laquelle Statistique Canada a attribué le même nom, nous avons retranché les comtés de Queens et de Lunenburg, tous deux trop à proximité de Halifax pour correspondre à notre définition d'une région périphérique¹. La région retenue est assez symétrique, avec Yarmouth, la petite capitale régionale, en son milieu, et Digby et Shelburne de part et d'autre. Le Sud-Ouest est pour l'essentiel rural, cette région étant d'ailleurs la seule dans notre programme de recherche à ne pas compter d'agglomération urbaine aux termes du recensement. En outre, cette région comprend la plus forte concentration de francophones en Nouvelle-Écosse, établie dans les municipalités rurales de Clare et d'Argyle.

De par sa situation géographique, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est en périphérie de la province, en particulier de Halifax, véritable métropole à l'échelle de la région atlantique. C'est la géographie qui fait aussi du Sud-Ouest une économie axée sur les ressources marines, car l'océan Atlantique et la baie de Fundy enserrant la région au sud et à l'ouest. Et avec les cycles qui caractérisent l'exploitation des ressources de la mer, l'économie du Sud-Ouest connaît les hauts et les bas qui ont façonné l'histoire des provinces de l'Atlantique. Ainsi, au cours des années 1990, la crise du poisson de fond qui a secoué toute la région atlantique n'a pas épargné le Sud-Ouest, quoiqu'une certaine diversification des espèces capturées et l'excellent rendement de la pêche au homard l'aient relativement préservé de la descente aux enfers.

Si cette région est excentrée par rapport à Halifax, elle bénéficie cependant de précieuses voies d'accès. À Yarmouth, deux services de traversier la relient à

1. Notre programme de recherche pancanadien définit la région périphérique comme possédant un certain tissu industriel et urbain, mais située à plus de 200 km d'une métropole (agglomération urbaine de plus de 500 000 habitants) et ne possédant aucune agglomération de plus de 150 000 habitants.

l'État du Maine, alors qu'à Digby un autre service de traversier la relie à la ville industrielle de Saint John, au Nouveau-Brunswick. Comme le marché de prédilection du Sud-Ouest est dans l'axe nord-sud, avec les États de la Nouvelle-Angleterre, ces liens constituent des atouts stratégiques.

Nous allons voir dans les pages qui suivent que cette région reste néanmoins périphérique dans sa structure. Si son économie axée sur les ressources continue d'être florissante, elle ne profite pas en revanche du développement de l'économie du savoir, laquelle demeure essentiellement urbaine. La région accuse par ailleurs une forte dépendance envers les paiements de transfert gouvernementaux. Quelques initiatives de développement s'annoncent toutefois prometteuses. Ainsi, dans la région de Digby, un parc industriel dynamique a remplacé avec succès l'ancienne base militaire de Cornwallis et, à l'échelle de la région, les deux agences de développement régional témoignent d'une vitalité hors pair. Mais d'abord, regardons le profil de la population régionale, qui a cessé de croître et qui tend à vieillir.

Population

Le recensement de 1996 révèle que le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse comptait 64 090 habitants (voir tableau 1). À cet égard, la région se classe comme la troisième plus petite des régions à l'étude dans le cadre de notre programme de recherche comparative, après le Madawaska (N.-B.) et le comté de Prince (Î.-P.-É.). Depuis 1971, la population s'est faiblement accrue, en moyenne de 0,15 % par année, comparativement à une croissance annuelle moyenne de 1,08 % au Canada. On remarque que la croissance de la population a progressivement ralenti, pour devenir négative depuis 1991, de sorte qu'en 1996 la région comptait presque 1 800 personnes de moins qu'en 1991.

Du côté de la population francophone, entre 1991 et 1996, les effectifs de langue maternelle française ont diminué de 5,2 %². Dans les comtés de Yarmouth et de Digby, où ils sont concentrés, le nombre d'Acadiens s'élevait à quelque 11 300 personnes en 1996³.

Deux phénomènes principaux sont associés à cette démographie peu vigoureuse, dont le premier est le vieillissement de la population. Le tableau 2 présente l'évolution de la structure de la population selon l'âge depuis 1971. On y

-
2. Maurice Beaudin, *Les groupes et régions francophones au Canada : état de la situation en 1996*, étude préparée pour le Comité national de développement des ressources humaines de la francophonie canadienne, Ottawa, octobre 1999.
 3. Maurice Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, collection « Maritimes : L'état des régions », 2000, p. 25.

Tableau 1
Population et croissance démographique, Canada et sud-ouest
de la Nouvelle-Écosse, 1971-1996

	Population totale			
	1971	1981	1991	1996
Canada	21 568 255	24 083 395	26 993 800	28 528 015
Sud-ouest N.-É.	61 700	64 690	65 850	64 090
	Taux de croissance annuel moyen (en %)			
	1971-1981	1981-1991	1991-1996	1971-1996
Canada	1,01	1,04	0,93	1,08
Sud-ouest N.-É.	0,43	0,16	-0,45	0,15

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

Tableau 2
Population et croissance démographique, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse,
par groupe d'âge, 1971-1996

Groupe d'âge	1971	1981	1991	1996
Moins de 15 ans	18 470	15 010	13 155	12 285
De 15 à 24 ans	10 975	12 225	9 850	8 345
De 25 à 54 ans	19 150	22 430	27 430	27 725
De 55 à 64 ans	5 870	6 620	5 565	5 890
65 ans et plus	7 220	8 400	9 800	9 850
Total¹	61 700	64 690	65 850	64 090
Groupe d'âge	Taux de croissance annuel moyen (en %)			
	1971-1981	1981-1991	1991-1996	1971-1996
Moins de 15 ans	-1,9	-1,2	-1,1	-1,6
De 15 à 24 ans	1,0	-1,9	-2,7	-1,0
De 25 à 54 ans	1,4	1,8	0,2	1,4
De 55 à 64 ans	1,1	-1,6	1,0	0,0
65 ans et plus	1,4	1,4	0,1	1,2
Total	0,4	0,2	-0,5	0,1

1. En raison des arrondissements, les totaux ne correspondent pas exactement.

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

constate le déclin constant des segments les plus jeunes de la population. Le groupe des individus âgés de moins de 15 ans a décliné en moyenne de 1,6 % par année de 1971 à 1996, alors que le groupe âgé de 15 à 24 ans subissait une décroissance moyenne de 1,0 % par année durant la même période. À l'inverse, les groupes les plus âgés connaissaient des croissances positives. Comme l'observe Maurice Beaudin, la population francophone semble peser lourdement sur ce vieillissement, car les groupes d'âge les plus jeunes y sont, toutes

proportions gardées, nettement moins nombreux que la moyenne régionale. Un tel constat amène ce chercheur à craindre pour le renouvellement de ce groupe minoritaire⁴.

Le second phénomène qui agit sur la faiblesse démographique est le solde migratoire négatif de la région. Le tableau 3 trace le portrait des mouvements migratoires dans le Sud-Ouest selon le type de migration et selon le groupe d'âge, pour deux périodes qui se recoupent. Globalement, on note que, durant les années 1990, la migration nette a toujours été négative. De plus, dans la deuxième période, les effectifs ont accusé un déficit encore plus grand que dans la première. Ainsi, le comté de Digby a perdu 338 habitants dans la première période et 379 dans la seconde, Yarmouth 409 et 527 habitants et Shelburne 587 et 769 habitants. C'est Shelburne qui, malgré sa population moins grande, a enregistré le plus grand déficit migratoire durant les deux périodes. Les mêmes données présentées selon le groupe d'âge révèlent que ce sont effectivement les plus jeunes qui quittent davantage la région. Tout au cours des périodes visées, 68 % du déficit migratoire était dû aux groupes âgés de moins de 25 ans. Seule la catégorie des 45 à 65 ans a bénéficié d'un solde migratoire positif.

Il est certain que ce solde négatif n'est pas à l'avantage du Sud-Ouest, mais il est moins prononcé que dans l'ensemble des régions rurales de la province. De plus, il se compare favorablement au solde migratoire dans les régions rurales du Canada chez le groupe d'âge de 15 à 17 ans, mais il est plus marqué dans les catégories de 20 à 24 ans⁵. Les données démographiques ne peignent pas un portrait très sombre du Sud-Ouest, dont la faible croissance démographique est à mettre en rapport avec celle de la province. Les projections de Statistique Canada pour cette province indiquent que la croissance de la population devrait atteindre son point de déclin en 2006.⁶ En comparaison, le seuil du déclin est prévu pour 2015 à l'Île-du-Prince-Édouard, et pour 2001 au Nouveau-Brunswick, tandis que Terre-Neuve et Labrador l'a déjà atteint en 1994. Le Québec, comme le Canada, n'anticipe pas de déclin avant 2016.

4. Ibid., p. 29.

5. R. Dupuy, F. Mayer et R. Morissette, *Les jeunes ruraux : rester, quitter, revenir*, rapport soumis au Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Ottawa, Statistique Canada, mars 2000, tableaux 21 et 22.

6. Statistique Canada, CANSIM, *Projections démographiques pour le Canada, 1993-2016*, SDDS 3602 STC (91-520), projection 1.

Tableau 3
Solde migratoire selon le type de migration et selon le groupe d'âge,
par comté, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse,
1991-1992 à 1995-1996 et 1993-1994 à 1997-1998

1991-1992 à 1995-1996						1993-1994 à 1997-1998					
Type de migration						Type de migration					
Comté	Population en 1991	Intra-provinciale	Inter-provinciale	Inter-nationale	Solde migratoire	Population en 1993	Intra-provinciale	Inter-provinciale	Inter-nationale	Solde migratoire	
Digby	21 656	-263	-140	65	-338	21 384	-328	-133	82	-379	
Yarmouth	28 343	-181	-319	91	-409	28 253	-197	-410	80	-527	
Shelburne	17 605	-397	-206	16	-587	17 764	-523	-278	31	-769	
Total	67 604	-841	-665	172	-1 334	67 401	-1 048	-821	193	-1 675	

1991-1992 à 1995-1996							1993-1994 à 1997-1998					
Groupe d'âge							Groupe d'âge					
Comté	0-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-65 ans	65+ ans	Total	0-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-65 ans	65+ ans	Total
Digby	-119	-220	-97	99	-1	-338	-120	-214	-117	102	-30	-379
Yarmouth	-38	-234	-137	39	-39	-409	-121	-278	-133	23	-18	-527
Shelburne	-199	-96	-261	28	-59	-587	-242	-165	-306	0	-56	-769
Total	-356	-550	-495	166	-99	-1 334	-483	-657	-556	125	-104	-1 675

Sources: Données de Statistique Canada obtenues à partir des dossiers fiscaux et compilées par l'auteur à partir de Province of Nova Scotia, *Statistical Review 1997* et *Statistical Review 2000*, Halifax, Department of Finance, Statistics Division; Statistique Canada, *Statistiques démographiques annuelles 1999*.

Secteurs d'emploi

L'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est fortement conditionnée par sa situation géographique. Elle est pour l'essentiel maritime, tournée vers l'industrie des pêches et la transformation des produits de la mer. Le secteur primaire, le secteur manufacturier et le commerce sont empreints de cette industrie, mais ne s'y limitent pas. Le tableau 4 présente la répartition des emplois par grand secteur en 1971 et en 1996.

Le nombre total d'emplois dans le Sud-Ouest est passé de 18 848 à 25 610 entre 1971 et 1996. On constate que le secteur primaire, le commerce et le secteur manufacturier regroupaient la moitié des emplois, tant en 1971 qu'en 1996. Le principal changement survenu au cours de ces 25 années a été le transfert d'emplois du secteur manufacturier vers le secteur commercial. Le premier, qui regroupait 21 % des emplois en 1971, est passé à 16 % en 1996, tandis que le secteur commercial est passé de 15 % des emplois en 1971 à 21 % en 1996. Le secteur primaire est resté relativement stable, passant de 15 à 16 % durant cette même période. Contrairement à la tendance canadienne, le secteur des services excluant le commerce n'a donc pas acquis une part nettement plus importante des emplois dans le Sud-Ouest.

La figure 1 illustre la répartition des emplois entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et au Canada en 1996. Malgré l'importance de son activité commerciale, le Sud-Ouest présente effectivement un secteur tertiaire sous-développé. Parmi les régions à l'étude dans ce programme de recherche, le Sud-Ouest s'apparente au comté de Prince, à l'Île-du-Prince-Édouard, en ce sens que ces régions possèdent le plus petit secteur tertiaire (64 % des emplois) et le plus important secteur primaire (17 % dans Prince, 16 % dans le Sud-Ouest). Comme on le voit d'après la figure 1, cette situation contraste avec la structure de l'emploi à l'échelle nationale quant à l'importance du secteur tertiaire (77 %) et du secteur primaire (5 %).

Dans le secteur des services, on observe dans le Sud-Ouest une croissance sensible de la part des emplois liés à l'éducation (de trois points de pourcentage), ainsi qu'à l'hôtellerie, à la restauration et aux loisirs (de trois points), alors que la part des emplois a diminué dans le cas de la fonction publique (de cinq points) et des transports et communications (de trois points).

Le tableau 5 présente un portrait plus détaillé de la croissance de l'emploi par secteur au cours des 25 dernières années. On y constate que les secteurs de la santé et des services sociaux, de l'hôtellerie, du commerce et de l'éducation ont plus ou moins doublé leurs effectifs. Le secteur primaire a crû de façon appréciable de même que celui, plus restreint, des services personnels. Le peloton des secteurs qui n'ont pas connu de croissance significative est constitué de la construction, du secteur manufacturier, des transports et communications et de la

Tableau 4
Répartition des emplois par grand secteur industriel,
sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et Canada, 1971 et 1996

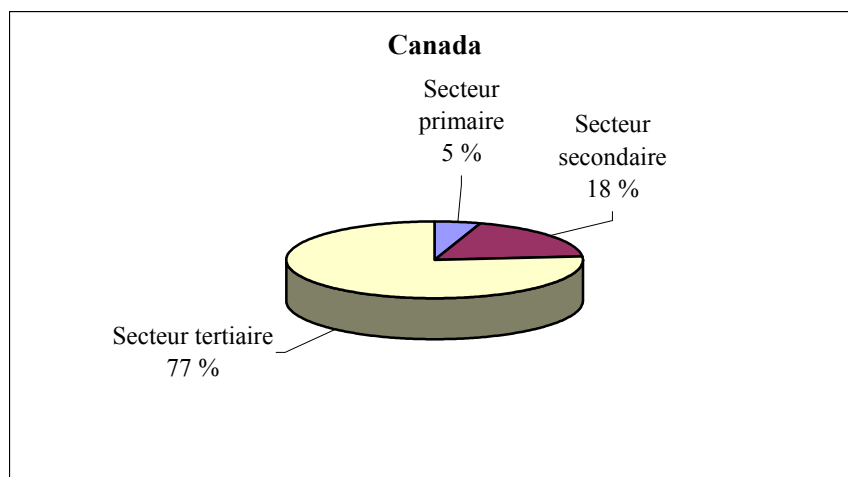
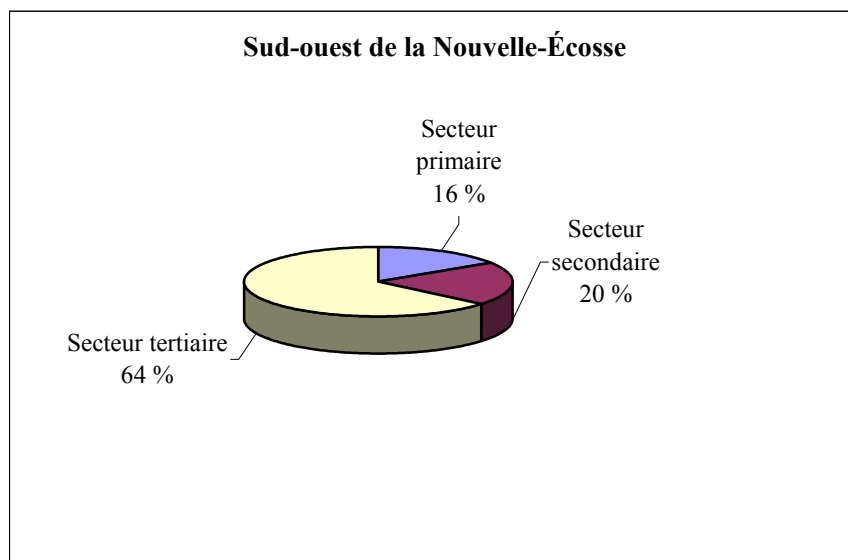
	1971				1996			
	Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse		Canada		Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse		Canada	
Secteur industriel	Nombre d'emplois	%	Nombre d'emplois	%	Nombre d'emplois	%	Nombre d'emplois	%
Secteur primaire	2 920	15	445 287	6	4 090	16	683 580	5
Commerce	2 855	15	1 195 327	16	5 400	21	2 318 710	17
Secteur manufacturier	4 045	21	1 577 117	21	3 985	16	1 799 015	13
Éducation	1 510	8	631 426	8	2 780	11	1 419 600	11
Hôtels, restaurants, pensions et campings, loisirs	965	5	412 290	5	1 935	8	1 183 825	9
Fonction publique	1 744	9	615 514	8	940	4	815 250	6
Transports et communications	1 280	7	652 588	9	1 100	4	982 125	7
Construction	1 095	6	482 650	6	1 195	5	668 285	5
Santé et services sociaux	670	4	421 792	6	1 480	6	841 705	6
Services personnels	725	4	330 613	4	1 000	4	846 190	6
Finances, assurances et immobilier	260	1	344 689	5	670	3	740 010	6
Autres	670	4	261 044	3	805	3	397 355	3
Services supérieurs – technologies ¹	85	0	80 901	1	170	1	271 820	2
Services supérieurs – autres ²	25	0	62 917	1	60	0	379 555	3
Total	18 848	100	7 514 155	100	25 610	100	13 347 025	100

1. Services supérieurs liés aux technologies (services d'ingénierie, architectes, services informatiques, services de gestion).

2. Services supérieurs autres (avocats, notaires, publicité, etc.).

Source : Statistique Canada, recensements de 1971 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

Figure 1
Répartition des emplois par secteur économique,
sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et Canada, 1996



Source : Statistique Canada, recensement de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

Tableau 5
Croissance de l'emploi dans les principaux secteurs industriels,
sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1971-1996 (1971=100)

	1971	1981	1991	1996
Secteur primaire	100	118	144	140
Commerce	100	149	150	189
Secteur manufacturier	100	120	123	99
Éducation	100	133	157	184
Hotels, restaurants, pensions et campings, loisirs	100	145	175	201
Fonction publique	100	95	118	54
Transports et communications	100	104	99	86
Construction	100	121	129	109
Santé et services sociaux	100	194	190	221
Services personnels	100	86	173	138
Finances, assurances et immobilier	100	252	294	258

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

fonction publique, ces trois derniers ayant enregistré une baisse nette. Dans cette figure, nous avons omis les services supérieurs qui, malgré leur croissance variant autour de 3 % par année, occupent une part négligeable de la main-d'oeuvre (230 emplois en 1996).

Ce bref portrait d'ensemble nous indique que les emplois sont surtout concentrés dans le secteur primaire et le secteur commercial, ce dernier bénéficiant de la plus forte croissance de l'emploi. Le secteur manufacturier est omniprésent bien que sa part relative ait diminué, notamment en raison de la fermeture de la Dominion Textile, à Yarmouth, en 1991 (375 emplois). Certains services comme l'éducation, la santé et les services sociaux ont pris de l'expansion entre 1991 et 1996, alors que la fonction publique a diminué de moitié. Pour examiner plus à fond la structure de l'emploi, nous allons nous arrêter sur les emplois liés au secteur des ressources, plus spécifiquement à celui des pêches, ainsi qu'aux emplois dans les industries dites dynamiques et le secteur public.

Secteur des ressources naturelles

Comme dans la plupart des régions périphériques, les ressources naturelles sont au coeur de l'économie du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Le tableau 6 regroupe les emplois qui sont associés aux ressources, soit le secteur primaire (agriculture, chasse et pêche, forêts, mines, pétrole et gaz) et les secteurs de la transformation directement liés aux ressources (aliments, poisson, bois, meuble, cuir et textile, etc.). Au total, quelque 7 300 des 25 600 emplois, soit près d'un tiers, étaient attribuables aux ressources en 1996, alors que cette proportion était de 12 % au niveau canadien. En regard des régions à l'étude dans notre programme de recherche comparative, le Sud-Ouest présente le plus important

Tableau 6
Répartition des emplois liés aux ressources naturelles, par secteur, Canada
et sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1971-1996

	Nombre d'emplois				Taux de croissance annuel moyen (en %)			
	1971	1981	1991	1996	1971-1981	1981-1991	1991-1996	1971-1996
Secteur primaire								
Agriculture								
Canada	238 607	457 648	483 283	433 605	6,1	0,5	-1,8	2,3
Sud-ouest N.-É.	230	625	465	400	9,5	-2,7	-2,5	2,2
Chasse et pêche								
Canada	23 953	31 915	34 216	33 560	2,6	0,6	-0,3	1,3
Sud-ouest N.-É.	2 450	2 605	3 280	3 350	0,6	2,1	0,4	1,2
Fôrets								
Canada	62 519	78 157	76 582	66 820	2,1	-0,2	-2,2	0,3
Sud-ouest N.-É.	220	200	295	330	-0,9	3,6	1,9	1,6
Mines, pétrole et gaz								
Canada	120 208	173 136	169 490	149 595	3,4	-0,2	-2,1	0,8
Sud-ouest N.-É.	20	25	175	10	2,0	19,3	-37,9	-2,6
Secteur secondaire – 1^{re} transformation								
Aliments, sauf le poisson								
Canada	206 860	231 492	220 232	196 420	1,0	-0,5	-1,9	-0,2
Sud-ouest N.-É.	270	135	219	125	-6,1	4,5	-8,9	-2,9
Transformation du poisson								
Canada	27 044	48 384	39 931	25 035	5,4	-1,7	-7,5	-0,3
Sud-ouest N.-É.	2 300	2 880	3 385	2 510	2,1	1,5	-4,9	0,3
Transformation du bois								
Canada	92 472	135 436	108 650	133 085	3,5	-2,0	3,4	1,4
Sud-ouest N.-É.	425	390	185	335	-0,8	-6,5	10,4	-0,9
Meuble								
Canada	41 267	63 314	59 209	52 480	4,0	-0,6	-2,0	0,9
Sud-ouest N.-É.	65	60	130	110	-0,7	7,3	-2,7	2,0

Cuir et textiles								
Canada	194 583	233 066	165 957	155 145	1,7	-3,0	-1,1	-0,9
Sud-ouest N.-É.	470	520	230	85	0,9	-7,2	-15,3	-6,4
Autres – 1^{re} transformation								
Canada	418 327	528 370	424 380	406 500	2,1	-2,0	-0,7	-0,1
Sud-ouest N.-É.	110	140	205	80	2,2	3,5	-14,5	-1,2
Total ressources								
Canada	1 425 840	1 980 918	1 781 930	1 652 245	3,0	-1,0	-1,3	0,6
Sud-ouest N.-É.	6 560	7 580	8 569	7 335	1,3	1,1	-2,6	0,4
Reste de l'économie								
Canada	6 088 315	8 948 752	11 033 708	11 694 780	3,6	1,9	1,0	2,5
Sud-ouest N.-É.	12 288	15 949	17 947	18 275	2,4	1,1	0,3	1,5
Total emplois								
Canada	7 514 155	10 929 670	12 815 638	13 347 025	3,5	1,5	0,4	2,2
Sud-ouest N.-É.	18 848	23 529	26 516	25 610	2,0	1,1	-0,3	1,2

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

secteur des ressources, devant Prince (Î.-P.-É.). Ce secteur agrégé s'est accru en moyenne de 0,4 % par année dans le Sud-Ouest depuis 25 ans, un peu moins que le reste de l'économie régionale (1,5 %).

Parmi les secteurs qui reposent sur l'exploitation et la transformation des ressources, la locomotive est sans l'ombre d'un doute l'industrie des pêches. À elles seules, la chasse et la pêche généraient quelque 3 350 emplois en 1996⁷, tandis que la transformation des produits de la mer fournissait 2 510 autres emplois. Ce sont donc 5 860 emplois qui dépendaient de cette industrie en 1996, soit 80 % des emplois associés aux ressources. Nous y reviendrons dans la prochaine section.

Le secteur forestier est bon second, mais loin derrière, avec quelque 775 emplois dans la coupe et la transformation du bois ainsi que la fabrication de meubles. Ce secteur a connu une croissance annuelle moyenne très faible (0,3 %) depuis 25 ans. L'emploi dans l'exploitation forestière s'est sensiblement accru depuis 1971, en moyenne de 1,6 % par année, pour atteindre 330 emplois en 1996. La transformation du bois a quant à elle évolué en dents de scie pour atteindre 335 emplois en 1996, soit une centaine de moins qu'en 1971. Depuis 1995, l'industrie forestière à l'échelle provinciale ne se porte pas très bien. Sa contribution au produit intérieur brut (PIB) n'a cessé de décroître, passant de 109,3 millions de dollars en 1995 à 60,8 millions de dollars en 1999. Les investissements en capitaux dans cette industrie ont chuté de plus de 60 % en 1999 et les emplois, de 12 %. Par contre, le volume de la production totale de billes a légèrement augmenté depuis 1995⁸. Le tableau 7 présente succinctement la production forestière dans le Sud-Ouest en 1999. À l'échelle provinciale, cette région apparaît comme un joueur secondaire de l'industrie forestière, mis à part peut-être le comté de Digby. La production de bois est destinée principalement aux usines de la papeterie Bowater Mersey à Liverpool et à Bridgewater, à l'extérieur de la région, de même qu'à l'usine J.D. Irving de Weymouth (comté de Digby) pour être ensuite expédiée vers le Nouveau-Brunswick⁹. En somme, étant donné sa faible part de la production provinciale, l'industrie forestière ne semble pas représenter un facteur déterminant pour le développement économique du Sud-Ouest.

Le secteur agroalimentaire se révèle relativement peu important dans l'économie régionale. Il comprenait quelque 525 emplois en 1996 et il a connu un taux de croissance annuel moyen presque nul depuis 25 ans (0,2 %). Le Sud-Ouest

7. Les deux industries sont regroupées ensemble, mais le nombre de chasseurs commerciaux est négligeable.

8. Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Statistical Review 2000*, Halifax, Department of Finance, Statistics Division, p. 58, 66-68.

9. Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 35.

Tableau 7

Production forestière, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, par comté, 1999

	Production de bois massif (en mètres cubes)	Part de la production du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse (en %)	Part de la production de la Nouvelle-Écosse (en %)
Digby	358 254	60	6
Shelburne	69 265	12	1
Yarmouth	172 000	29	3
Sud-ouest N.-É.	599 519	100	10
Nouvelle-Écosse	6 163 710	–	100

Source : Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Statistical Review 2000*, Halifax, Department of Finance, Statistics Division, 2000, p. 68.

comptait alors 294 fermes, soit 7 % de l'ensemble des fermes de la province, qui enregistraient des revenus bruts de l'ordre de 20 millions de dollars, soit 5 % des revenus agricoles provinciaux¹⁰. Pour sa part, le secteur du textile, qui a jadis été florissant, surtout dans la région de Yarmouth, a presque complètement disparu en 1996. Enfin, le secteur du pétrole et du gaz naturel, qui fait toujours rêver, n'a pas occupé une place significative au cours de cette période.

Secteur des pêches

L'industrie des pêches dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse fait l'envie des autres régions de l'Est canadien. Son premier facteur de réussite est sa saison de pêche, qui s'étend sur l'ensemble de l'année. Le tableau 8 compare cette industrie dans les cinq provinces de l'est du Canada de 1990 à 1998. On remarque d'abord l'effet de la crise du poisson de fond qui a frappé cette grande région à partir de 1991. En 1992, les effets des moratoires se faisaient pleinement sentir et se sont traduits par une baisse considérable du volume des débarquements. On semble avoir atteint le creux de la vague en 1995, où l'on a rapporté des débarquements de 638 379 tonnes métriques, en baisse de moitié depuis 1990. Cependant, on note une tendance inverse de la valeur des débarquements, qui atteignait un sommet de 1,36 milliard de dollars la même année, en hausse de 43 % par rapport à 1990!

En ce qui concerne la Nouvelle-Écosse, elle a subi la crise de façon un peu plus tardive et moins brutale que les provinces voisines. On note qu'elle en a profité pour arracher, dès 1991, la première place à Terre-Neuve et Labrador en ce qui a trait au volume des débarquements. Les principales espèces qui approvisionnaient si abondamment la Nouvelle-Écosse en 1998 étaient le hareng (76 361 tm), le pétoncle (48 738 tm), la crevette (23 946 tm), le merlu (19 437 tm),

10. Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Statistical Review 2000*, p. 65.

Tableau 8
Volume et valeur des débarquements d'espèces sauvages dans l'industrie
des pêches, provinces de l'est du Canada, 1990-1998

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Terre-Neuve									
Volume (en tonnes métriques)	545 423	424 808	285 595	247 602	138 237	138 606	195 346	215 467	266 950
Valeur (en milliers de dollars)	279 474	261 972	199 177	209 112	225 343	345 818	289 758	328 737	413 937
Île-du-Prince-Édouard									
Volume (en tonnes métriques)	71 504	59 645	47 372	43 370	47 635	47 501	53 726	57 916	54 097
Valeur (en milliers de dollars)	62 093	70 612	79 715	73 708	93 353	115 545	100 956	112 665	111 314
Nouvelle-Écosse									
Volume (en tonnes métriques)	493 382	517 335	492 930	402 418	340 155	271 064	279 331	299 840	297 395
Valeur (en milliers de dollars)	444 861	498 239	511 572	478 255	504 555	512 157	466 227	511 817	540 502
Nouveau-Brunswick									
Volume (en tonnes métriques)	157 789	116 785	126 492	122 040	142 170	133 436	107 346	110 941	110 630
Valeur (en milliers de dollars)	93 334	97 153	104 850	106 625	174 542	208 439	157 906	147 154	129 906
Québec									
Volume (en tonnes métriques)	74 330	73 872	70 426	58 553	51 230	47 772	50 691	51 156	49 378
Valeur (en milliers de dollars)	74 137	86 042	88 881	91 560	130 026	177 274	134 036	114 196	98 777
Est du Canada									
Volume (en tonnes métriques)	1 342 428	1 192 445	1 022 815	873 983	719 427	638 379	686 440	735 320	778 450
Valeur (en milliers de dollars)	953 900	1 014 018	984 195	959 260	1 127 819	1 359 233	1 148 883	1 214 569	1 294 436

Source : Données de Pêches et Océans Canada, compilées par Maurice Beaudin, *La valorisation des produits de la mer dans l'Est canadien*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, collection « Maritimes », 2001.

le homard (18 964 tm) et le sébaste (15 349 tm)¹¹. La Nouvelle-Écosse a de plus maintenu sa première place sur le plan de la valeur des débarquements. C'est le homard (232,5 millions de dollars), la crevette (72,5 millions) et le pétoncle (68,7 millions) qui lui assurent cette position enviable. Même si, depuis 1996, on note que le fossé séparant les deux provinces de tête s'atténue progressivement en raison de la remontée de Terre-Neuve et Labrador, l'industrie des pêches se porte plutôt bien en Nouvelle-Écosse. Entre 1997 et 1998, les débarquements de poisson de fond ont regagné quelques points, leur volume augmentant de 4,7 % et leur valeur, de 10,3 %. Entre 1998 et 1999, le nombre d'emplois dans cette industrie a augmenté de 8,7 %, alors que le revenu d'emploi s'y est accru de 1,1 %. En 1999, les produits de la mer constituaient la principale catégorie de biens d'exportation de la Nouvelle-Écosse (25 %), et leur valeur dépassait les 990 millions de dollars, soit une hausse de près de 12 % par rapport à 1998¹².

Le tableau 9 résume la capacité de pêche que présente le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. On y constate que la région possède 40 % de la flotte de pêche de la province (le reste étant principalement concentré au Cap-Breton et sur la côte nord de la Nouvelle-Écosse), qui assure près de la moitié de la valeur des débarquements, soit 263,4 millions de dollars en 1998. Dans la région, c'est le comté de Shelburne qui dispose de la plus grande flotte de pêche, suivi de Yarmouth et de Digby. Le rapport entre le volume et la valeur des débarquements donne une indication du type de pêche prédominant dans chaque comté. Ainsi, Digby est caractérisé par un rendement plus faible (1 300 \$/tm) attribuable à la prédominance de la pêche au pétoncle¹³. Toutefois, dans la « capitale mondiale du pétoncle », l'effort de pêche met en oeuvre un nombre moins élevé de bateaux (404) qui sont plus gros. À Shelburne, une flotte considérable de petits bateaux (1 007) enregistre un très bon rendement (3 260 \$/tm), ce qui reflète la lucrative pêche au homard. Yarmouth réalise un rendement intermédiaire (1 485 \$/tm) et compte également une flotte considérable (707), mais le comté débarque un plus grand volume de prises, ce qui est le signe d'une pêche mixte comprenant à la fois le homard et autres espèces de poissons de fond et pélagiques.

Bénéficiant d'une longue saison, la pêche au homard est certainement le principal atout de la région. La moitié des prises de homard dans l'est du Canada sont capturées en Nouvelle-Écosse, et le sud-ouest de la province est la région où cette pêche est le plus pratiquée. L'essentiel des prises est exporté vivant vers la Nouvelle-Angleterre. Peu de valeur est donc ajoutée à cette production, mais son prix reste exceptionnellement élevé. Étant la seule région canadienne à mettre en

11. Données de Pêches et Océans Canada, compilées par Maurice Beaudin, *La valorisation des produits de la mer dans l'Est canadien*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, collection « Maritimes », 2001, annexe B.

12. Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Statistical Review 2000*, p. 69.

13. Le pétoncle rapportait en moyenne 1 418 \$/tm en Nouvelle-Écosse en 1998, alors que le homard rapportait 12 122 \$/tm, selon les données de Pêches et Océans Canada, compilées dans *ibid.*, p. 70-71.

marché ses prises durant la saison hivernale, le Sud-Ouest obtient alors un meilleur prix.

Si peu de homard est transformé, l'industrie de la transformation du poisson s'avère néanmoins importante. Comme nous l'avons constaté plus tôt, elle génère un nombre considérable d'emplois (2 510 en 1996). Comeau's Sea Foods (750 emplois), Kenney & Ross (55), Clearwater Fine Foods (90), Skipper Fisheries Ltd, I. Deveau Fisheries (200) et Sable Fish Packers (300) sont parmi les principaux transformateurs. La croissance des importations de poisson destiné à être transformé dans la région a freiné la perte d'emploi liée aux moratoires dans le secteur de la transformation. Les importations de poisson de fond provenant de Norvège, de Russie, d'Islande et des États-Unis ont ajouté une valeur de quelque 155 millions de dollars à la valeur des produits marins de la Nouvelle-Écosse¹⁴. Les données ne précisent toutefois pas où ces débarquements ont été transformés. Quoiqu'il en soit, l'industrie de la transformation contribue aujourd'hui à faire des produits de la mer les premiers produits d'exportation néo-écossais.

Tableau 9
Capacité de pêche, sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, par comté, 1998

	Valeur			Pêcheurs		Bateaux	
	Volume des débarquements (en tonnes métriques)	(en milliers de dollars)	(% N.-É.)	Nombre	(% N.-É.)	Nombre	(% N.-É.)
Digby	38 329	49 796	9	1 281	9	404	8
Shelburne	31 972	104 159	19	2 388	17	1 007	20
Yarmouth	73 623	109 429	20	2 002	14	707	14
Sud-ouest N.-É.	143 924	263 384	49	5 671	40	2 118	41
Nouvelle-Écosse	–	542 444	100	14 035	100	5 141	100

Source : Données de Pêches et Océans Canada, compilées dans Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Statistical Review 2000*, Halifax, Department of Finance, Statistics Division, 2000, tableau 72.

L'aquaculture est encore un secteur peu développé, mais en croissance rapide. À l'échelle de la province, la production de l'aquaculture s'élevait à quelque 5 360 tm en 1998, pour une valeur de 25,4 millions de dollars, alors qu'en 2000 elle atteignait 11 619 tm, pour une valeur de 50,5 millions de dollars. La Nouvelle-Écosse se situait ainsi loin derrière le Nouveau-Brunswick, qui produisait 15 748 tm, pour une valeur de 115 millions de dollars¹⁵. C'est le comté de

14. Selon Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 77.

15. Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Aquaculture Statistics*, Halifax, Department of Fisheries and Agriculture <www.gov.ns.ca/nsaf/aquaculture/stats/2000.htm> (consulté le 13 août 2001).

Shelburne qui semble tirer le meilleur profit de l'aquaculture, comptant environ 25 entreprises qui élèvent notamment le saumon de l'Atlantique, l'huître et le flétan¹⁶.

Industries dites dynamiques

La nouvelle économie est axée principalement sur les emplois du secteur des services. Au sein de ce secteur, on distingue les services dynamiques, c'est-à-dire les emplois qui concernent la distribution, le commerce, les services aux entreprises, ainsi que les finances, les assurances et l'immobilier. En outre, le secteur manufacturier visant une moyenne ou une haute valeur ajoutée reste un élément central de la nouvelle économie, dans la mesure où ces produits incorporent un fort apport technologique. Aux fins de la présente étude, nous regroupons tous ces secteurs d'emploi dans la catégorie des industries dynamiques.

Le tableau 10 présente un portrait des industries dynamiques dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et au Canada. On constate que la région à l'étude accuse un retard sur le plan des industries dynamiques en regard de la moyenne nationale. La part de ces services dans l'ensemble des emplois a augmenté dans la région, de 14 à 18 %, au cours des 25 dernières années. Les emplois du secteur manufacturier à moyenne ou haute valeur ajoutée ont bien doublé, mais leur poids relatif demeure négligeable. Les emplois dans les transports ont diminué, sans doute en raison de la fermeture du chemin de fer en 1988, de la privatisation et de la réduction des services de traversier (1998) et de la baisse du trafic à l'aéroport de Yarmouth. Les services financiers ont démontré une croissance notable, de 260 à 670 emplois, mais encore une fois le poids relatif de ce secteur reste minime. C'est le secteur du commerce de gros qui a pris la plus grande expansion en triplant ses effectifs en 25 ans¹⁷.

Les données de 1996 indiquent que les comtés de Shelburne (12,4 %) et de Digby (13,2 %) dénombrent moins d'emplois dans le secteur des services dynamiques, alors que dans le comté de Yarmouth, centre régional, ce secteur correspond à une part sensiblement plus grande des emplois (14,5 %)¹⁸. De nature essentiellement rurale, et très éloigné des grands centres urbains, le Sud-Ouest est peu susceptible d'attirer un nombre important d'emplois dans les industries dites dynamiques, qui privilégient le plus souvent les grandes agglomérations, où

16. South West Shore Development Authority, *Industry: Fishing, Boatbuilding, Manufacturing and Forestry. Shelburne County, Nova Scotia, Canada*, feuillet d'information [1999].

17. Le commerce de détail, qui ne figure pas ici, est le secteur qui pèse le plus lourd avec 3 395 emplois en 1996, une hausse de 1 225 emplois depuis 1971.

18. Ces données excluent toutefois le secteur manufacturier. Données compilées par Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 40-41.

Tableau 10
Répartition des emplois dans les industries dites dynamiques,
par secteur, Canada et sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1971 et 1996

	1971				1996			
	Canada		Sud-ouest N.-É.		Canada		Sud-ouest N.-É.	
	Nombre d'emplois	%	Nombre d'emplois	%	Nombre d'emplois	%	Nombre d'emplois	%
Manufacturier – moyenne valeur ajoutée	382 616	5	330	2	527 225	4	625	2
Manufacturier – haute valeur ajoutée	113 864	2	10	0	160 565	1	40	0
Transports	397 945	5	830	4	539 205	4	595	2
Communications	254 643	3	450	2	442 920	3	505	2
Finances, assurances et immobilier	344 689	5	260	1	740 010	6	670	3
Services supérieurs – technologies	62 917	1	25	0	379 555	3	60	0
Commerce de gros	329 305	4	685	4	714 100	5	2 005	8
Toutes les industries dynamiques	1 885 979	25	2 590	14	3 503 580	26	4 500	18
Reste de l'économie	5 628 176	75	16 258	86	9 843 445	74	21 110	82
Total	7 514 155	100	18 848	100	13 347 025	100	25 610	100

Source : Statistique Canada, recensements de 1971 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

abondent le personnel qualifié et les services aux entreprises. À ce chapitre, le Sud-Ouest est particulièrement désavantagé : seulement 1 % des emplois dans Shelburne sont attribuables aux services aux entreprises, 2 % dans Yarmouth et moins de 1 % dans Digby! Pourtant, en Nouvelle-Écosse comme dans l'ensemble des Maritimes, cette part oscille normalement autour de 4 %.

Le Sud-Ouest n'est donc pas en bonne position pour profiter de l'économie mondialisée, qui met l'accent sur le savoir, mais les acteurs économiques de la région composent avec cette situation en une série de mesures stratégiques, comme nous le verrons plus loin dans le document.

Secteur public

Le secteur public joue un rôle important dans la dynamique des emplois, en particulier dans les régions périphériques, où il contribue à faire augmenter la masse salariale de façon significative. La catégorie « secteur public » regroupe les emplois dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux et de la fonction publique (voir tableau 11). Dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, cet agrégat représentait quelque 5 200 emplois en 1996, ce qui plaçait ce secteur en deuxième position après celui du commerce (voir tableau 4). Il s'agit donc d'un secteur de prime importance.

Sur l'ensemble de la période visée, on note que le secteur public a connu une croissance jusqu'en 1991 dans la région à l'étude, pour ensuite chuter sensiblement en 1996. Cette tendance est imputable à la fonction publique, le seul secteur qui a subi une décroissance. Entre 1991 et 1996, les fonctionnaires des différents paliers de gouvernement voyaient en effet leur nombre rétrécir comme une peau de chagrin : 54 % d'entre eux ne figuraient plus dans les données du recensement de 1996! Ainsi, l'administration publique provinciale a réduit ses effectifs de façon radicale au cours des années 1990. Entre 1991 et 1999, 25 % des fonctionnaires provinciaux ont disparu des registres¹⁹. Mais la province n'était pas la seule à couper dans ses ressources humaines. Le tempo était donné par le gouvernement fédéral, qui s'est employé durant toute la décennie à réduire ses services. Au cours de la même période, les effectifs fédéraux, y compris les militaires, ont chuté de 30 % dans cette province.

Le Sud-Ouest a été plus particulièrement touché par ces réductions d'emplois, car la fonction publique y est sous-représentée par rapport à la moyenne provinciale, et même à celle des provinces Maritimes. Alors que les emplois de ce secteur représentent environ 9 % de tous les emplois à l'échelle des

Maritimes

et

19. Province of Nova Scotia, *Nova Scotia Statistical Review 1997*, p. 123; et *Nova Scotia Statistical Review 2000*, p. 125.

Tableau 11
Répartition des emplois du secteur public, Canada et sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, années choisies

	1971		1981		1991		1996	
	Canada	Sud-Ouest N.-É.	Canada	Sud-Ouest N.-É.	Canada	Sud-Ouest N.-É.	Canada	Sud-Ouest N.-É.
Éducation	631 426	1 510	936 444	2 005	1 252 785	2 374	1 419 600	2 780
Santé et services sociaux	421 792	670	602 302	1 300	805 254	1 270	841 705	1 480
Fonction publique	615 514	1 744	830 997	1 656	1 015 288	2 064	815 250	940
Total	1 668 732	3 924	2 369 743	4 961	3 073 327	5 708	3 076 555	5 200

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

10 % à l'échelle de la Nouvelle-Écosse, ils ne comptent que pour 4,6, 3,6 et 3,6 % des emplois respectivement dans Shelburne, Yarmouth et Digby. Les compressions de personnel dans le Sud-Ouest ont surtout touché les bases militaires : les bases de Cornwallis, de Shelburne et de Barrington ont été fermées. L'aéroport de Yarmouth et les ports de Weymouth, de Yarmouth et de Digby ont été privatisés, de même que les services de traversier de Digby et de Yarmouth. Une écloserie de Pêches et Océans Canada à Yarmouth a fermé ses portes. Le seul gain a été la création de quelque 85 postes à l'ancienne base militaire de Cornwallis, grâce à la fondation du Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix²⁰. Au total, dans les comtés de Yarmouth et de Shelburne en particulier, les emplois fédéraux seraient passés de 600 à 100 entre 1990 et 1998²¹.

Les données qui précèdent peignent un portrait de la distribution des emplois jusqu'en 1996. On sait par ailleurs que la situation de l'emploi s'est améliorée après 1996. Les données de l'*Enquête sur la population active* pour la région sud de la Nouvelle-Écosse (comprenant le sud-ouest et les comtés de Queens et de Lunenburg) indiquent une expansion globale de l'emploi de l'ordre de 10 % entre 1996 et 2000, qui a fait passer le nombre d'emplois de 48 000 à 53 000. Pour mieux saisir l'incidence de cette structure de l'emploi dans la région, nous allons maintenant nous pencher sur les caractéristiques de la population active et des revenus.

Activité et revenus

Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse compte une population relativement peu active. Le tableau 12 nous fait voir qu'en 2000 le taux d'activité (56,6 %) ²², qui représente la proportion des personnes âgées de 15 ans et plus qui occupent un emploi ou sont au chômage, y est considérablement en dessous de la moyenne nationale (65,9 %) comme de la moyenne provinciale (61,7 %). Il est vrai qu'au cours de la période de 1987 à 2000 le taux d'activité a gagné six points de pourcentage dans le Sud-Ouest, mais cette région se classe au septième rang parmi les 11 régions à l'étude dans notre programme de recherche comparative.

La région fait par contre meilleure figure en ce qui a trait au taux de chômage, qui se situait à 9,8 % en 2000 (voir tableau 13). Son taux de chômage dépassait ainsi toujours la moyenne nationale de trois points, mais la région arrivait troisième sur les 11 régions à l'étude pour ce qui est du meilleur taux de chômage.

20. Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 94-95.

21. Estimations de la South West Shore Development Authority, cité dans *ibid.*, p. 95.

22. Il faut noter que la région sud de la Nouvelle-Écosse, telle que définie par Statistique Canada, regroupe ici en plus les comtés de Queens et de Lunenburg. Cette inclusion a pour effet de rehausser l'image socioéconomique de la région, car Queens et Lunenburg bénéficient de leur proximité avec Halifax.

Tableau 12
Taux d'activité (en %) par région économique, 1987-2000

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Canada	66,4	66,8	67,2	67,1	66,5	65,7	65,4	65,2	64,9	64,7	64,9	65,1	65,6	65,9
Terre-Neuve	54,1	55,1	56,0	56,7	56,2	54,2	53,6	53,6	53,0	52,1	52,5	53,9	56,3	55,8
030 - Côte ouest, péninsule Northern et Labrador	58,3	56,3	57,3	55,5	55,5	53,4	51,0	54,0	51,4	51,5	51,3	53,0	55,2	55,1
Île-du-Prince-Édouard	63,2	64,2	65,2	65,4	64,9	65,6	65,3	65,3	65,1	66,0	66,1	65,7	66,4	66,9
Nouvelle-Écosse	59,9	60,7	61,3	62,0	61,6	60,2	60,2	60,2	59,6	59,5	59,9	60,7	61,0	61,7
240 - Sud	51,1	55,6	55,6	57,2	57,4	57,2	54,4	54,9	53,3	53,0	55,5	56,5	58,7	56,6
Nouveau-Brunswick	58,4	59,1	59,9	60,0	58,6	58,9	59,1	58,6	59,4	58,6	59,9	60,7	61,0	61,6
310 - Campbellton-Miramichi	51,7	51,4	53,2	53,7	50,2	49,3	50,6	50,7	52,4	51,4	56,1	55,4	54,0	55,2
320 - Moncton-Richibouctou	60,8	60,8	61,3	61,4	61,0	62,5	62,4	60,7	63,5	64,1	62,7	62,7	63,7	64,8
350 - Edmundston-Woodstock	56,5	58,4	58,3	55,9	52,7	54,4	54,9	57,4	56,9	54,7	57,4	60,2	60,5	61,3
Québec	63,5	63,7	64,1	64,2	63,5	62,5	62,2	62,3	62,1	61,9	62,1	62,6	62,8	63,2
410 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	49,4	52,0	52,5	47,4	45,6	43,8	46,1	47,2	46,3	45,5	51,1	49,5	50,3	51,5
415 - Bas-Saint-Laurent	55,7	56,2	53,1	55,3	57,6	55,9	54,6	56,7	57,4	57,1	57,9	54,9	57,6	54,2
465 - Abitibi-Témiscamingue	58,1	62,1	64,3	60,9	60,4	59,5	59,0	59,9	62,1	61,4	63,7	61,9	62,8	63,6
475 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	57,8	57,4	55,8	59,0	58,8	57,3	56,8	53,9	57,5	57,2	57,9	58,1	59,7	59,5
480 et	61,9	64,8	66,1	68,9	66,9	62,3	63,0	63,8	63,5	62,5	62,4	58,3	63,8	62,3
490 - Côte-Nord et Nord-du-Québec														

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active*, 2000 (CD1T30AN).

Tableau 13
Taux de chômage (en %) par région économique, 1987-2000

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Canada	8,8	7,8	7,5	8,1	10,3	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8
Terre-Neuve	18,1	16,2	15,5	16,9	18,0	20,2	20,4	20,2	18,1	19,3	18,6	18,0	16,9	16,7
030 - Côte ouest, péninsule Northern et Labrador	23,0	19,5	16,1	17,6	19,5	22,2	24,4	22,5	17,6	21,0	18,9	19,8	19,3	17,8
Île-du-Prince-Édouard	12,5	12,4	13,7	14,6	16,7	18,1	17,6	17,2	15,0	14,7	15,4	13,8	14,4	12,0
Nouvelle-Écosse	12,1	10,2	9,8	10,5	12,1	13,2	14,3	13,5	12,1	12,3	12,1	10,5	9,6	9,1
240 - Sud	10,5	8,3	7,8	8,9	10,9	11,2	12,1	12,8	12,2	12,1	12,1	12,0	10,4	9,8
Nouveau-Brunswick	13,2	11,9	12,1	12,1	12,8	13,0	12,5	12,4	11,2	11,6	12,7	12,2	10,2	10,0
310 - Campbellton-Miramichi	15,4	14,9	16,3	17,4	17,2	18,1	17,9	18,3	14,0	13,7	17,0	19,0	16,7	16,1
320 - Moncton-Richibouctou	13,7	10,9	11,1	11,5	11,6	12,1	12,1	11,7	11,6	12,4	12,7	11,0	9,5	8,6
350 - Edmundston-Woodstock	11,9	11,7	12,4	11,0	13,0	11,6	9,5	8,8	9,6	8,9	10,5	10,2	8,9	8,9
Québec	10,2	9,5	9,6	10,4	12,1	12,7	13,3	12,3	11,4	11,9	11,4	10,3	9,3	8,4
410 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16,4	16,4	19,7	20,4	8,2	10,0	22,1	21,6	20,6	18,7	23,5	22,0	20,8	20,0
415 - Bas-Saint-Laurent	12,3	12,4	13,4	13,0	14,7	14,5	16,3	15,3	13,1	14,1	16,2	13,6	10,2	10,3
465 - Abitibi-Témiscamingue	8,7	9,7	1,0	3,3	13,8	13,7	14,0	12,9	11,5	10,9	14,4	15,0	13,4	11,7
475 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	13,6	13,1	2,0	13,2	14,9	14,8	15,7	14,9	14,6	14,3	14,5	14,3	11,5	10,4
480 et	12,5	11,8	1,1	10,9	15,5	12,9	4,4	14,5	13,4	15,1	14,8	14,0	14,4	12,6
490 - Côte-Nord et Nord-du-Québec														

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active*, 2000 (CD1T30AN).

Tableau 14
Revenu moyen par habitant, Canada et sud-ouest de la Nouvelle-Écosse,
années choisies

	1971	1981	1991	1996
Canada (en dollars)	2 701	8 529	17 271	18 473
Sud-ouest N.-É. (en dollars)	1 677	5 960	13 397	14 436
Sud-ouest-N.É./Canada (en %)	62,1	69,9	77,6	78,1

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS-UCS.

On observe qu'il s'agit toutefois d'une amélioration récente, car son taux est resté au-delà de 12 % de 1993 à 1998.

Les revenus encaissés par la population du Sud-Ouest s'en ressentent de ce faible taux d'activité et de ce taux de chômage considérable. Le tableau 14 montre que le revenu moyen dans la région s'établissait à 14 436 \$ par habitant en 1996, soit seulement 78 % du revenu moyen par habitant au Canada. C'était certes une amélioration considérable par rapport aux 62 % qu'il représentait en 1971, et l'écart semble s'atténuer progressivement.

Il est intéressant d'étudier ces revenus sous l'angle de leurs différentes sources. Le tableau 15 présente cette distribution pour les années 1991 et 1996. On note que la part du revenu du travail dans le Sud-Ouest a diminué de 5 % entre 1991 et 1996 au profit du revenu tiré des transferts gouvernementaux, qui est passé de 22 à 27 % du revenu total. On constate également que la dépendance à l'endroit des transferts des gouvernements est nettement plus marquée dans le Sud-Ouest qu'au Canada urbain (13 %) et même qu'au Canada rural (20 %).

La question de la dépendance envers les transferts des gouvernements est cruciale pour le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Globalement, selon Beaudin, les revenus de transfert comptaient pour environ 40 % des revenus dans les provinces Maritimes au cours des années 1990²³. Or les compressions budgétaires en séquence appliquées par Ottawa puis les provinces ont considérablement réduit les revenus disponibles. Par ailleurs, comme nous l'avons souligné, plus de la moitié des emplois bien payés au sein des fonctions publiques fédérale et provinciale ont été supprimés entre 1991 et 1996. Les achats de biens et services par le gouvernement fédéral ont aussi été réduits. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 24 % entre 1992-1993 et 1997-1998. Cette dernière compression a été durement ressentie dans le Sud-Ouest puisque le travail saisonnier imprègne fortement son économie, dans une mesure que Beaudin estime à environ 16 % des

23. Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 53 et suiv.

Tableau 15
Répartition des revenus selon la source,
Canada et sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, 1991 et 1996

	1991						1996					
	Canada rural		Canada urbain		Sud-ouest N.-É.		Canada rural		Canada urbain		Sud-ouest N.-É.	
	\$/hab.	%	\$/hab.	%	\$/hab.	%	\$/hab.	%	\$/hab.	%	\$/hab.	%
Revenu du travail	10 114	73	14 400	79	9 288	69	10 888	70	14 791	76	9 174	64
Transferts des gouvernements	2 233	16	1 918	10	2 900	22	3 081	20	2 477	13	3 901	27
Autres revenus	1 462	11	1 997	11	1 266	9	1 542	10	2 137	11	1 361	9
Revenu total	13 810	100	18 315	100	13 453	100	15 511	100	19 405	100	14 436	100

Source : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

emplois. Il n'est donc pas étonnant, comme le constate cet auteur, que la dépendance économique envers l'assurance-emploi est bien plus marquée dans Digby (20 %), Shelburne (18 %) et Yarmouth (15 %) qu'en Nouvelle-Écosse (8 %) ou au Canada (5 %)²⁴.

Dans le contexte de la nouvelle économie, l'un des critères en matière d'emploi, en particulier pour ce qui est des emplois bien rémunérés, est la formation et les qualifications de la main-d'oeuvre. C'est ce que nous allons voir maintenant.

Scolarisation et compétences

Il ne fait aucun doute dans l'esprit des contemporains que l'éducation et le perfectionnement des compétences sont des facteurs clés du développement socio-économique. L'économie dite du savoir dans laquelle s'engagent aujourd'hui nos sociétés requiert de solides compétences de la part des ressources humaines. Cela est vrai pour tous les milieux, et les régions dites de ressources n'y échappent pas. L'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche font aujourd'hui appel à des technologies qui exigent de nouvelles compétences de la part des travailleurs. La région à l'étude se caractérisant par son industrie des produits de la mer, il est intéressant de noter que la professionnalisation des pêcheurs, qui est pilotée par le Conseil canadien des pêcheurs professionnels, met d'abord l'accent sur la formation. Celle-ci touche tant aux compétences dites de base (lecture, écriture, calcul et communication) qu'à l'utilisation des technologies, à la compréhension de la réglementation et des données environnementales et à la gestion d'entreprise.

Au chapitre de la formation, la région du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse a accompli des progrès remarquables entre 1971 et 1996 (voir tableau 16). La proportion des individus âgés de 15 ans et plus qui ont moins d'une 9^e année est en effet passée de 41 à 20 % au cours de cette période. Elle a suivi en cela, avec un certain décalage, la tendance canadienne, qui a vu cette catégorie sous-scolarisée passer de 31 à 12 % de la population. Cependant, en fin de compte, il subsiste un écart important entre les données de la région à l'étude et la moyenne nationale, comme c'est le cas pour la plupart des régions comprises dans notre programme de recherche comparative²⁵. Le Sud-ouest est aussi en retard par rapport à la province où ce niveau d'éducation est de l'ordre de 11% en 1996.

24. La dépendance est le rapport entre le revenu tiré de l'assurance-emploi et le revenu d'emploi. Voir *ibid.*, tableau 11.

25. Les régions de la Gaspésie (29 %), du comté de Gloucester (26 %), du Madawaska (23 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (23 %), du Bas-Saint-Laurent (22 %) de la côte ouest de Terre-Neuve (21 %) et de la Côte-Nord (21 %) accusent un plus grand écart par rapport à la moyenne canadienne que le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

Tableau 16
Niveau d'éducation de la population âgée de 15 ans et plus,
Canada et sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, années choisies

Niveau d'éducation	1971		1981		1991		1996									
	Canada	Sud-ouest N.-É.	Canada	Sud-ouest N.-É.	Canada	Sud-ouest N.-É.	Canada	Sud-ouest N.-É.								
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%		
Moins d'une 9 ^e année	4 744 840	31,2	17 595	40,7	3 731 170	20,0	15 380	31,0	2 959 765	13,9	11 805	22,4	2 727 085	12,1	10 330	19,9
Diplôme universitaire	719 890	4,7	1 065	2,5	1 490 040	8,0	1 955	3,9	2 419 645	11,4	2 615	5,0	3 000 675	13,3	3 070	5,9
Certificat ou diplôme en sc. appl., génie, sc. agric., maths ou sc. phys.									905 230	4,2	1 155	2,2	1 107 880	4,9	1 290	2,5
Diplôme ou certificat d'une école de métiers ou technique									1 799 415	8,4	4 520	8,6	1 999 465	8,8	5 060	9,8

Source : Statistique Canada, recensements de 1971, de 1981, de 1991 et de 1996; compilation de l'INRS – UCS.

L'obtention d'un diplôme universitaire est vue comme un indicateur clé de l'aptitude de la main-d'œuvre à s'engager dans l'économie du savoir. À cet égard, le Sud-Ouest a encore une fois fait des progrès considérables. Le nombre de diplômés a triplé entre 1971 et 1996, mais il ne comptait encore que pour 6 % de la population âgée de plus de 15 ans. En fait, la région est rendu au même niveau que celui où était le Canada dans son ensemble en 1971! Le domaine scientifique récoltait encore un faible score, avec 2 %. Le domaine technique est mieux intégré, car ce sont 10 % des adultes qui détenaient un diplôme d'une école des métiers. En somme, la région présente d'assez piètres résultats du point de vue de son niveau de diplomation. En fait, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est au dernier rang à ce chapitre, avec la côte ouest de Terre-Neuve et la Côte-Nord, au Québec.

La population sous-scolarisée tend à se diriger vers certains secteurs industriels en particulier. Les données compilées par Maurice Beaudin, et qui sont reprises dans le tableau 17, montrent que la main-d'œuvre peu scolarisée se concentre dans les industries productrices de biens et, dans une moindre mesure, dans les services dynamiques. Au contraire, les employés des services publics bénéficient d'une scolarisation plus élevée, un tiers d'entre eux notamment possédant un diplôme universitaire. Cette corrélation entre le niveau d'éducation et le secteur d'emploi s'applique surtout à la région à l'étude, car dans l'ensemble de la Nouvelle-Écosse et les provinces Maritimes, le fossé est moins grand entre les secteurs industriels quant à la scolarisation de leur main-d'œuvre.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est très dépourvu en matière d'établissements d'enseignement supérieur. Il n'existe aucune université de langue anglaise dans la région. Les Acadiens disposent de l'Université Sainte-Anne, qui joue un rôle important pour la communauté, mais dont les effectifs restent limités (264 étudiants en 1997-1998)²⁶. La Nouvelle-Écosse est pourtant reconnue pour sa forte concentration d'universités. Ses 13 établissements universitaires la placent au second rang parmi les provinces canadiennes. Bien qu'elle compte 17 % des établissements universitaires canadiens, elle ne regroupe pourtant que 5 % des effectifs étudiants au pays. Cependant, ces établissements sont concentrés à Halifax, avec quelques universités en région, dont l'Université Sainte-Anne dans le Sud-Ouest.

26. Conseil des statistiques canadiennes en éducation, *Indicateurs de l'éducation au Canada*, Ottawa, février 2000, p. 151.

Tableau 17
Niveau d'éducation de la population active selon les grands groupes d'activités,
Maritimes, Nouvelle-Écosse et comtés du sud-ouest
de la Nouvelle-Écosse, 1996

	Industries productrices de biens		Services dynamiques		Services publics	
	Secondaire non complété (en %)	Grade universitaire (en %)	Secondaire non complété (en %)	Grade universitaire (en %)	Secondaire non complété (en %)	Grade universitaire (en %)
Maritimes	40,4	6,8	22,1	18,0	13,4	34,6
Nouvelle-Écosse	39,1	7,8	22,1	20,4	13,2	35,3
Shelburne	56,7	1,4	46,2	6,1	20,4	28,2
Yarmouth	51,2	4,2	29,6	12,4	19,2	29,3
Digby	50,6	5,7	28,6	11,8	15,7	30,6

Source : Données du recensement de 1996; compilées par Maurice Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2000, tableau 8.

Au niveau collégial, le Collège de l'Acadie, destiné aux francophones, dispose de deux centres de formation dans la région, l'un à Tusket, dans le comté de Yarmouth, et l'autre à La Butte, dans le comté de Digby. Le Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse possède aussi deux campus dans le Sud-Ouest. Le campus Burridge, à Yarmouth, existe depuis 50 ans et offre une vingtaine de programmes à temps plein. Près de 500 étudiants y sont inscrits, en plus d'un nombre équivalent d'étudiants à temps partiel. Ce campus a doublé ses effectifs depuis cinq ans²⁷. Pour sa part, le campus de Shelburne est le plus petit de la province, desservant quelque 160 étudiants à temps plein et 400 à temps partiel. Il offre notamment une formation spécialisée en aquaculture et a récemment inauguré un programme de techniques d'enregistrement sonore visant particulièrement l'industrie cinématographique²⁸.

Les données sur les dépenses en éducation indiquent que la Nouvelle-Écosse a réduit les montants affectés à ce domaine au cours des années 1990. En 1998-1999, l'investissement total de la province en éducation se chiffrait à 1,62 milliard de dollars, en baisse de 4 % par rapport à 1988-1989. De façon plus détaillée, les dépenses ont augmenté de 4 % au niveau collégial, mais elles ont décliné de 3 % au niveau universitaire. À titre de comparaison, durant la même période, le Canada a augmenté ses dépenses en éducation de 13 %, l'Île-du-Prince-Édouard de 13 %, le Québec de 6 %, alors qu'à Terre-Neuve et Labrador le budget de l'éducation diminuait de 11 % et le Nouveau-Brunswick, de 3 %²⁹. Compte tenu de ces réductions budgétaires, il est fort probable qu'il en aie découlé une diminution de l'accessibilité à l'éducation.

Le niveau de formation des ressources humaines détermine directement leur capacité de s'adapter aux transformations du marché du travail³⁰. Cette adaptation est pourtant le pari que veulent tenir les chefs de file du développement économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Comme nous l'avons vu dans cette section, l'économie actuelle de la région n'est pas trop mal en point, grâce à la force de son industrie des pêches. Toutefois, on est loin d'une économie du savoir florissante. De plus, la main-d'oeuvre n'est pas en mesure de répondre aux exigences de la nouvelle économie en matière de compétences. La transition de la

27. Nova Scotia Community College, *Burrige Campus*
<www.nsc.ca/campus/burrige/index.asp> (consulté le 15 août 2001).

28. Nova Scotia Community College, *Shelburne Campus*
<www.nsc.ca/campus/burrige/index.asp> (consulté le 15 août 2001).

29. Conseil des statistiques canadiennes en éducation, *Indicateurs de l'éducation au Canada*, tableau 3.22.

30. Maurice Beaudin et Sébastien Breau, *L'emploi, les compétences et l'économie du savoir au Canada atlantique*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, collection « Maritimes », 2001.

main-d'oeuvre à l'économie du savoir pose donc un défi de taille dans la région. Nous allons examiner cet aspect plus subjectif dans la section qui suit.

II

DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

À notre sens, les défis du développement économique sont des cibles qui doivent avant tout être déterminées par les acteurs économiques régionaux. Ces défis peuvent consister à surmonter des difficultés ou à atteindre des idéaux collectifs, mais ils devraient supposer la mise en oeuvre d'un certain nombre d'initiatives. Le chercheur peut, dans le meilleur des cas, contribuer à mettre en évidence ces défis, mais ces cibles n'ont de véritable valeur que si elles s'incorporent à l'expérience des acteurs eux-mêmes. C'est pourquoi les éléments que nous relevons dans cette seconde section découlent des discussions que nous avons eues avec les intervenants socioéconomiques du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse³¹. Nous avons retenu six grands défis autour desquels s'articulent les principales difficultés à surmonter et exposé les atouts que présente la région dans l'optique du développement socioéconomique.

Concertation des intervenants socioéconomiques

La Nouvelle-Écosse possède une longue tradition de développement communautaire. On se souviendra, par exemple, du Mouvement d'Antigonish qui, au début du siècle, tentait de renforcer la capacité des communautés de l'Atlantique à se prendre en main. Il n'est donc pas étonnant de constater que cette province favorise toujours une approche de développement économique communautaire pour ses régions. En 1994, après plusieurs séries de consultations, le gouvernement a créé les *Regional Development Authorities* (RDA), qu'il a chargées de mettre en oeuvre une approche de développement économique communautaire³². La création des RDA a permis en même temps une certaine rationalisation des nombreuses structures vouées au développement qui jonchaient le paysage néo-écossais³³. En 2001, le ministère du Développement économique de la Nouvelle-Écosse fait toujours de ces organismes régionaux, l'un des deux piliers de sa stratégie de développement³⁴. Le second pilier est la société de gestion privée

31. Par « nous », il faut entendre non seulement le rédacteur de cette étude régionale, mais aussi les membres de l'équipe de l'INRS – UCS qui ont visité le terrain et, en particulier, notre collègue Maurice Beaudin, de l'ICRDR, dont les études nous ont grandement informé.

32. Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 61-62.

33. Dans le contexte particulier des comtés de Digby et d'Annapolis, une évaluation récente parle en effet d'un « climat de concurrence plus que de coopération entre les différentes organisations et municipalités » avant l'arrivée de la RDA. Voir Praxis Research and Consulting, *Evaluation of the Western Valley Development Authority*, Bedford (N.-É.), septembre 2000, p. 13.

34. Province of Nova Scotia, Department of Economic Development, *Business Plan 2001-2002*, Halifax, mars 2001.

Nova Scotia Business Inc., dont le mandat est d'attirer des entre-prises étrangères dans la province.

La structure du financement des RDA contribue de façon singulière à leur légitimité régionale et à leur pouvoir de mobilisation. Il s'agit d'un financement tripartite à parts égales des paliers de gouvernement municipal, provincial et fédéral. En contribuant ainsi à l'effort de développement régional, les pouvoirs publics engagent leur responsabilité dans une action convergente. Il est intéressant en particulier de voir les gouvernements municipaux participer à cette initiative au même titre que les gouvernements provincial et fédéral.

On compte deux RDA dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse : la Western Valley Development Authority (WVDA), qui couvre le comté de Digby mais aussi celui d'Annapolis (qui n'est pas inclus dans notre étude), et la South West Shore Development Authority (SWSDA), qui dessert les comtés de Yarmouth et de Shelburne.

Ces deux RDA font preuve d'un dynamisme remarquable. Pour le comté de Digby, la WVDA a symboliquement établi son siège à l'ancienne base militaire de Cornwallis. La fermeture de cette base en 1994 avait lancé dans la région une onde de choc qui semble avoir été passablement endiguée grâce aux efforts de la WVDA, fondée la même année. Prenant le temps qu'il faut pour établir les bases d'un développement économique communautaire qui soit conséquent, la WVDA semble en effet avoir acquis une réputation enviable, tant dans la région qu'à l'extérieur. Comme le notent les auteurs d'une récente évaluation de cet organisme, la WVDA est une agence solide, bien organisée, animée par une équipe engagée, dynamique et compétente et un conseil d'administration dévoué. La WVDA a mérité plusieurs distinctions pour son oeuvre, dont la mention de région modèle pour ce qui est du développement, attribuée par l'UNESCO, et celle de pratique exemplaire pour l'amélioration des conditions de vie, attribuée par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains³⁵.

Aujourd'hui, la WVDA dispose d'un budget de fonctionnement de 300 000 \$ qui lui sert de fonds de contrepartie pour attirer d'autres projets ou investissements dans les secteurs de l'énergie renouvelable, de l'agriculture, du sciage du bois, des mesures d'employabilité, etc. Récemment, la WVDA a été sélectionnée, dans le cadre d'un programme d'Industrie Canada, pour piloter le projet de collectivité ingénieuse en Nouvelle-Écosse. Il s'agit d'une initiative d'envergure (11,5 millions de dollars) visant à intégrer les communautés rurales à la nouvelle économie par la maîtrise des technologies de l'information³⁶.

35. Praxis Research and Consulting, *Evaluation of the Western Valley Development Authority*.

36. *Western Valley Smart Community Project* <www.smartcommunity.wvda.com/summary.html> (consulté le 20 août 2001).

Du côté des comtés de Yarmouth et de Shelburne, la SWSDA a été créée en 1995³⁷. Sans avoir un profil public aussi éblouissant que la RDA de Digby-Annapolis, la SWSDA s'affaire « comme un diable dans l'eau bénite ». Propriétaire de trois parcs industriels, du site de l'ancienne usine de la Dominion Textile et d'un nouvel édifice qui va abriter un grand centre d'appels, la SWSDA serait la seule RDA à posséder des biens immobiliers, grâce à un arrangement avec la commission industrielle de Yarmouth. Elle se sert de ce capital, évalué à quelque 10 millions de dollars, comme levier pour ses activités de promotion et de développement économique³⁸. La SWSDA vise en particulier six secteurs de croissance économique pour la région : l'industrie manufacturière légère, la production de petits fruits, la production cinématographique, l'amélioration des technologies de l'information, la modernisation de l'infrastructure des télécommunications, ainsi que la transformation à valeur ajoutée. Par ailleurs, cette RDA compte poursuivre ses démarches en vue de stabiliser et d'améliorer l'infrastructure des transports dans la région. En outre, l'agence continue de développer une multitude de projets, tant en développement économique qu'en formation ou en services à la famille et aux communautés.

À côté des RDA, qui jouent le rôle pivot, on retrouve les Corporations locales de développement économique (CLDE), qui viennent en aide aux collectivités rurales en soutenant le développement des PME. On compte trois CLDE dans le Sud-Ouest : à Digby, à Yarmouth et à Shelburne. Elles offrent des conseils et une aide financière pouvant atteindre 125 000 \$ (la moyenne est cependant de 30 000 \$ en Nouvelle-Écosse)³⁹. Les CLDE relèvent de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) depuis 1995. L'APECA se fait par ailleurs très discrète dans la région n'y maintenant qu'une seule agente de liaison.

La communauté francophone, dont la présence est forte dans le Sud-Ouest, dispose aussi du Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse⁴⁰. En outre, l'Université Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église abrite le Centre Jodrey pour petites entreprises, mis sur pied en 1985. Il s'agit d'un centre de ressources pour PME qui veut tisser des liens entre les étudiants, les chercheurs, les entrepreneurs et les programmes publics d'aide aux entreprises.

La région à l'étude semble donc bénéficier d'une concertation adéquate des intervenants socioéconomiques. Les défis qu'ils se donnent en matière de développement sont certes de taille, mais le secteur privé et les différents paliers de gouvernement semblent ramer dans la même direction. Du moins, on rencontre

37. South West Shore Development Authority (SWSDA) <www.swsda.com> (consulté le 22 août 2001).

38. Discussion avec l'équipe de la SWSDA à Yarmouth, le 29 juin 2001.

39. CLDE, *Examen annuel 1999-2000 des Corporations locales de développement économique (CLDE) de la Nouvelle-Écosse*, [s.d.] <www.acoa.ca/f/financial/cbdc/nsrep.pdf> (consulté le 23 août 2001).

40. Le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, <www.cdene.ns.ca> (consulté le 22 août 2001).

peu de dissensions sur le terrain à ce sujet. On ne peut pas toujours en dire autant dans d'autres régions. L'APECA joue un rôle de premier plan pour stimuler et soutenir financièrement la croissance économique.

Il y a lieu de souligner aussi le rôle singulier que joue le premier ministre John Hamm, de la Nouvelle-Écosse, en voulant réformer de façon plus équitable le système de péréquation du Canada. Le leadership politique du premier ministre Hamm dans ce dossier est susceptible de rehausser la mobilisation des Néo-Écossais au profit de leur développement économique.

Transition délicate vers l'économie du savoir

Comme partout ailleurs au Canada, la province de la Nouvelle-Écosse entend s'intégrer à la nouvelle économie. Le gouvernement conservateur de John Hamm a adopté en 2000 une stratégie de croissance économique qui vise à la fois à renforcer les industries de base de la Nouvelle-Écosse (ressources halieutiques, forestières et agricoles, tourisme et culture) et à stimuler les industries dites de croissance, y compris l'économie numérique, l'énergie, la fabrication de pointe, l'apprentissage et les sciences de la vie⁴¹. Entre autres mesures, le gouvernement compte appuyer le projet de collectivité ingénieuse de la WVDA et étendre les bienfaits de cette expérience aux autres régions.

La province, en collaboration avec l'APECA et plusieurs ministères fédéraux, a également développé une initiative dans le domaine de l'économie de l'information, qui est dotée d'un budget de 90 millions de dollars. Il s'agit essentiellement de développer une meilleure infrastructure technologique pour soutenir les réseaux d'utilisateurs d'Internet. Un quart de cette somme sera investie dans la recherche et le développement, en particulier dans les universités, mais les collèges devraient éventuellement en profiter. Ce volet de l'initiative n'est pas à l'avantage immédiat du Sud-Ouest étant donné qu'il n'y a aucun établissement de recherche universitaire dans cette région. Enfin, près de 50 % des fonds de l'initiative sont destinés aux écoles, et le reste permettra aux collectivités de se brancher sur le réseau Internet.

Comme nous l'avons vu plus tôt, les RDA ont aussi fait leurs ces priorités. Outre la collectivité ingénieuse de la WVDA, la région a remporté quelques autres succès. À Yarmouth, on a attiré un centre d'appels de la compagnie américaine Register.com, qui emploiera 300 personnes. À Shelburne, on a transformé la base militaire désaffectée en un centre de production cinématographique qui a déjà été choisi pour le tournage de films américains. En outre, le campus de Shelburne du Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse a implanté un programme de formation en techniques du son pour l'industrie audiovisuelle. Dans la muni-

41. Province of Nova Scotia, *Opportunities for Prosperity: A New Growth Strategy for Nova Scotians*, Halifax, Department of Economic Development, 2000, p. 13.

cipalité de Clare, un projet de centre d'incubation d'entreprises en technologie (Intellicentre@Clare)⁴² est en cours d'implantation et compte accueillir quatre entreprises et offrir des services à une quinzaine d'autres dans deux ans.

Ces quelques succès ne doivent cependant pas faire oublier que le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse n'occupe pas une bonne position dans la distribution actuelle de l'économie du savoir. L'étude récente de Beaudin et Breau démontre que, globalement, la région atlantique accuse un retard sur ce plan par rapport au Canada : ici, 9 % des emplois sont dits à forte concentration de savoir, alors qu'au Canada cette proportion est de l'ordre de 13 %. C'est la Nouvelle-Écosse qui fournit la plus grande part des emplois à forte concentration de savoir dans la région de l'Atlantique. Les auteurs estiment que 43 % de ces emplois y sont concentrés. Il s'agit principalement des emplois dans la grappe industrielle d'activités biopharmaceutiques et dans le secteur des technologies de l'information. En fait, c'est à Halifax que se trouvent pratiquement tous ces emplois⁴³.

Les intervenants socioéconomiques de la région à l'étude ont raison de mettre l'accent sur les technologies de l'information, mais ils sont conscients des obstacles qui restent à surmonter. Les entrepreneurs qui affirment déjà recourir aux technologies de l'information pour communiquer avec leurs clients et faire la promotion de leur entreprise réclament un meilleur service en matière de connectivité. Les zones rurales en particulier attendent encore qu'on y installe les réseaux donnant un accès à haut débit à Internet. Les régions urbaines ne sont pas en reste et se plaignent de la qualité des lignes de la compagnie de télécommunications MTT. Bref, si l'économie du savoir doit se déployer dans le Sud-Ouest, elle doit pouvoir compter sur une infrastructure adéquate. Il faut espérer que les politiques provinciales à cet égard sauront contrer la force d'attraction qu'exerce Halifax et répondre aux préoccupations des régions comme le Sud-Ouest.

L'économie du savoir est incontournable pour le Sud-Ouest. On ne doit pas espérer qu'un revirement spectaculaire transforme son économie axée sur les ressources en une économie axée sur les technologies de l'information, mais il faut poursuivre l'adaptation progressive des industries traditionnelles aux circonstances de la nouvelle économie. Il faut en outre élargir la base économique traditionnelle en créant des emplois dans ces nouveaux secteurs. Les intervenants de la région en sont pleinement conscients.

Diversification dans la production de biens

42. Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, Intellicentre@Clare, document en ligne < www.cdene.ns.ca/coes/intelli1.html > (consulté le 14 novembre 2001).

43. Beaudin et Breau, *L'emploi, les compétences et l'économie du savoir au Canada atlantique*.

L'agrégat d'activités économiques visant la production de biens, qui regroupe le secteur primaire, le secteur manufacturier et la construction, représente 37 % des emplois dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Nous avons constaté dans le tableau 4 que ce secteur a toutefois vu sa part des emplois diminuer de 5 % depuis 1971, surtout en raison des pertes d'emploi dans le secteur manufacturier. À la suite du déclin progressif puis de la fermeture de l'usine de la Dominion Textile à Yarmouth en 1991, ainsi que de la crise du poisson de fond de l'Atlantique, la région est consciente de la fragilité de cette industrie.

Heureusement, les situations de crise semblent parfois porteuses de nouvelle réussite. C'est du moins ce que l'on observe à Yarmouth, où l'ancienne usine de la Dominion Textile accueille désormais plus d'emplois (400) qu'au moment de sa fermeture (375). Même situation à Cornwallis, près de Digby, où le parc industriel qui a succédé à la base militaire est maintenant le siège de quelque 1 000 emplois, comme à la belle époque sous la houlette de l'armée canadienne. Ici, l'entreprise Shaw Furniture emploie environ 200 personnes dans son usine de meubles en bois de pin qui approvisionne en exclusivité les magasins IKEA. Autre exemple : à Meteghan, A.F. Thériault & Sons Ltd. (120 emplois) a accru sa production de bateaux en dépit du déclin de son marché traditionnel des bateaux de pêche, grâce à une diversification du côté des embarcations de plaisance. En somme, l'activité manufacturière est en voie de se renouveler ici et là dans la région.

La structure des pêches dans le Sud-Ouest est généralement bénéfique pour l'économie régionale, mais elle n'est pas sans effets pervers. La saison de pêche s'étend sur toute l'année et occupe une partie des transformateurs et de la main-d'oeuvre à temps plein, mais plus souvent à temps partiel, durant toute cette période. Cela ne laisse pas une grande marge de manoeuvre pour diversifier l'activité économique en dehors de l'industrie. Cependant, cette industrie possède une remarquable capacité de se diversifier de l'intérieur. En premier lieu, l'aquaculture a fait des progrès considérables au cours de la dernière décennie. Elle est envisagée comme un facteur de stabilisation dans l'évolution chaotique des prises halieutiques⁴⁴. En second lieu, la transformation de poisson importé de l'étranger permet de maintenir en opération l'industrie de la transformation en dépit de la baisse du volume des débarquements depuis la crise du poisson de fond.

La diversification de l'industrie manufacturière est bien vue de tous, mais elle est surtout entreprise lorsque la structure économique traditionnelle vacille. C'est alors que les intervenants font appel à toute leur adresse et que les gouvernements ouvrent leurs bourses. Si le contexte actuel de transformation

44. Notons toutefois que les pêcheurs professionnels considèrent avec circonspection le développement de l'aquaculture, dont l'effet de concurrence et les impacts environnementaux sont loin d'être rassurants.

rapide de l'éco-nomie continue d'apparaître à certains comme une crise permanente, peut-être qu'on peut espérer voir surgir d'autres nouvelles initiatives du côté de la produc-tion de biens.

Infrastructure et politiques des transports

La principale caractéristique de la position périphérique des régions à l'étude dans cette recherche est la distance qui les sépare des métropoles et des grands marchés. Qui dit distance, dit nécessité d'une infrastructure de transports adéquate pour éviter l'isolement. Or la région à l'étude, nous l'avons vu, est située à l'extrémité de la Nouvelle-Écosse et doit compter sur des liens routiers, maritimes et aéroportuaires pour commercer avec l'extérieur. Si par le passé elle a bénéficié d'une infrastructure suffisante dans ce domaine (une voie ferrée, deux routes, un aéroport national, trois services de traversier, plusieurs ports...), les intervenants économiques sont aujourd'hui inquiets de son érosion progressive.

Le chemin de fer, infrastructure emblématique de la Confédération canadienne, a réussi à faire le tour du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse au début du 20^e siècle, pour ensuite être progressivement abandonné au cours des 25 dernières années. Depuis 1988, à la faveur de la déréglementation des transports et du retrait des gouvernements, le tracé de la voie ferrée ne voit plus passer que des vélos et des marcheurs en balade.

En 1995, on a assisté à l'élimination des subventions versées aux sociétés ferroviaires et aux compagnies de camionnage et de transport maritime en vertu de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région atlantique* et de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes*. Disparaissaient ainsi deux politiques remontant au contexte des années 1920, au cours desquelles les provinces Maritimes remettaient en cause leur participation à la Confédération canadienne⁴⁵. Et se creusait encore un peu plus le fossé entre le Canada central et sa périphérie atlantique, en l'occurrence la région du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

Le retrait du gouvernement du secteur des transports a aussi fragilisé le transport aérien. Le seul aéroport régional se trouve à Yarmouth. Sa privatisation en 1997 fait maintenant craindre sa fermeture complète, surtout que les liaisons régulières sont sporadiquement interrompues. Le trafic est aujourd'hui réduit à une liaison avec Halifax. On négocie pour obtenir des services aériens entre la région et le nord-est des États-Unis, mais rien n'est encore acquis.

En ce qui concerne la navigation maritime, la région dispose toujours de trois liens assurés par traversier. Au nord, un premier service relie Digby et Saint John, au Nouveau-Brunswick. À partir de Yarmouth, deux traversiers assurent la liaison

45. Lire à ce sujet Donald J. Savoie, *Pulling Against Gravity: Economic Development in New Brunswick During the McKenna Years*, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 2001, p. 38-39.

avec le Maine : le *Scotia Prince*, qui se rend à Portland, et le nouveau catamaran, le « cat », qui mène à Bar Harbor. Ces deux services sont offerts quotidiennement de mai à octobre. Bien que le port de Yarmouth soit ouvert toute l'année, il n'y a plus de service durant l'hiver.

La privatisation des services de traversier en 1998 s'est traduite par une diminution de leur utilité pour l'exportation. En effet, le traversier qui faisait le trajet entre Yarmouth et Bar Harbor a alors été remplacé par le catamaran, un traversier rapide qui ne peut pas transporter de camions. Les chargements de fruits de mer, en particulier le homard frais, doivent donc emprunter la route, ce qui ajoute près de 800 kilomètres à leur trajet. Il aurait pu être avantageux de réduire ce trajet en empruntant le service de traversier entre Digby et Saint John, mais celui-ci est de faible capacité et privilégie les camions transportant du bois destiné à l'usine J.D. Irving⁴⁶. Dans ce dossier aussi, il y a actuellement des négociations en vue d'établir un lien par traversier en hiver entre Yarmouth et la Nouvelle-Angleterre, qui pourrait accommoder des camions.

La région fait donc face à des défis de taille si elle veut maintenir une infrastructure des transports adéquate. Il est encourageant de voir la SWSDA en faire l'une des priorités de son plan d'action. Il le serait encore plus de voir les pouvoirs publics réviser leur rôle en matière de transports pour contribuer à la vitalité de la région.

Ressources humaines

Nous avons plusieurs fois souligné le défi que représente l'amélioration des compétences de la main-d'oeuvre du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse dans le contexte de la nouvelle économie. Nous devons insister sur l'importance de considérer la mise en place d'un établissement d'enseignement universitaire de langue anglaise dans la région. Cet établissement pourrait être l'extension d'une université déjà existante en Nouvelle-Écosse et combiner des services situés dans la région et des services de formation à distance. Il devrait en outre jouer un rôle moteur en recherche et développement, axé sur les atouts de la région. Il s'agit d'un objectif considérable qui pourrait se réaliser à moyen terme, mais une telle institution contribuerait à la vitalité intellectuelle de la région.

La qualification et la disponibilité de la main-d'oeuvre soulèvent aussi des inquiétudes sous un autre aspect. Les intervenants socioéconomiques que nous avons rencontrés se sont tous dits préoccupés du fait qu'on ne trouve plus de candidats pour les emplois dans le domaine des métiers. Il y a une pénurie de menuisiers, de plombiers, d'électriciens, de maçons, tous ces métiers qui étaient jadis à l'avant-scène des collèges communautaires. Mais voilà que l'ère de l'information a entraîné le système de formation technique vers les technologies

46. Selon nos informateurs de la South West Shore Development Authority, Yarmouth, le 29 juin 2001.

de l'information, de sorte qu'il a délaissé ces métiers qui édifient et soutiennent pourtant notre cadre de vie. Il s'agit avant tout ici d'un problème de politiques en matière de formation. Les collèges communautaires, comme les autres institutions qui assurent la formation de la main-d'oeuvre, doivent revaloriser ces métiers et préparer des individus pour répondre à cette demande.

La région fait par contre bonne figure sous un autre angle, celui de l'entrepreneurship. Les intervenants socioéconomiques se félicitent de pouvoir compter sur une forte tradition d'affaires dans la région. Ils attribuent cette disposition au grand nombre de pêcheurs indépendants qui gèrent leurs opérations comme des PME. Cette vigueur entrepreneuriale est attestée par deux indicateurs. L'étude de Maurice Beaudin démontre en effet que le Sud-Ouest est la région des Maritimes où l'on rencontre le plus haut taux de travail autonome (23 %) ⁴⁷. Par ailleurs, le nombre élevé d'emplois dans le commerce de détail (13 % de l'ensemble des emplois) suggère une prolifération des petits commerces.

Drainer le flot de touristes

On ne saurait terminer ce profil socioéconomique sans souligner le potentiel touristique de cette pittoresque région néo-écossaise. Alliant la beauté de ses vallons à l'attrait de ses côtes, la finesse de son patrimoine architectural à la diversité de son peuplement, le maillage de ses communautés rurales à la douceur de son climat, le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse n'a rien à envier au reste de la province. De plus, il ne faut pas oublier qu'un nombre considérable de visiteurs mettent pied en Nouvelle-Écosse dans les ports de la région. On peut donc en conclure que l'industrie touristique offre un grand potentiel dans la région à l'étude.

Les données sur le tourisme ne recoupent pas celles relatives aux régions économiques. Deux régions touristiques se partagent le territoire que nous étudions, soit la côte sud (*South Shore*), qui comprend la moitié sud de la zone s'étendant entre Yarmouth et Halifax, et la vallée de l'Annapolis, qui est la zone adjacente, au nord. Le nombre de visiteurs arrivant à Yarmouth par mer en 2000 était de 89 300, en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente. Ce nombre représentait 4 % du flux total de touristes en Nouvelle-Écosse et se composait pour l'essentiel de citoyens américains (81 600). Même si le port de Yarmouth semble être la porte d'entrée naturelle des Américains, il n'accueillait que 22 % de tous les touristes en provenance de notre voisin du sud en 2000. À Digby, les quelque 41 500 visiteurs qui y ont débarqué en 2000 ne représentaient que 2 % du flot de touristes dans la province. Ce nombre était lui aussi en baisse de 4 % par rapport à l'année précédente ⁴⁸.

47. Beaudin (dir.), *La région économique du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse*, p. 103.

48. Province of Nova Scotia, « Summary of Visitation to Nova Scotia, 2000 », *Tourism Insights*, février 2001, document en ligne

D'autres données indiquent que les deux régions combinées n'ont encaissé que 20 % des dépenses liées à l'hébergement touristique en 2000, tandis que la part du lion est allée à Halifax (49 %), le Cap-Breton étant l'autre destination principale (18 %) ⁴⁹. Alors que le taux d'occupation dans les hôtels de la Nouvelle-Écosse s'élevait à 50 % en 2000, il était de 65 % à Halifax, de 32 % dans la vallée de l'Annapolis et de 40 % dans la région de la côte sud ⁵⁰.

Selon les intervenants socioéconomiques interrogés, les touristes qui débarquent à Yarmouth et à Digby sont véritablement en transit, se dirigeant vers la capitale ou le Cap-Breton. S'ils s'arrêtent dans ces deux villes, ils ne semblent pas s'attarder dans les régions limitrophes de Shelburne, de Clare ou d'Argyle. Étant dépourvues d'associations touristiques vigoureuses et faute d'une stratégie promotionnelle ciblée de la part de la province, ces régions restent en marge de la manne touristique.

À plus long terme, les promoteurs se préparent déjà à fêter en grande pompe le 400^e anniversaire de la fondation du premier établissement français en Amérique, en 1604. La communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse et, plus particulièrement, celle du Sud-Ouest accueilleront pour l'occasion le Congrès mondial acadien de 2004, et de nombreuses festivités sont à prévoir. La promotion de l'Acadie en tant que produit touristique est perçue comme l'une des avenues intéressantes pour toute la région.

On considère généralement que le tourisme constitue un secteur économique de choix pour les régions périphériques. Il a l'avantage d'attirer de nouveaux dollars, surtout lorsque la clientèle américaine est visée. Mais la saison touristique correspond souvent à la période de travail la plus active dans le secteur des ressources, ce qui limite les possibilités d'expansion du tourisme. Ce n'est pas exactement le cas dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, car la pêche s'y étend plutôt sur la basse saison touristique, ce qui permet à la région de miser sur le tourisme comme source d'activité complémentaire. Ce constat n'est cependant que le premier pas vers une véritable stratégie touristique axée sur la promotion et le développement d'une infrastructure d'accueil concurrentielle.

<www.gov.ns.ca/dtc/pubs/insights/view_feature.asp?FeatureID=24> (consulté le 29 août 2001).

49. Province of Nova Scotia, « 2000 Indicators », *Tourism Insights*, document en ligne <www.gov.ns.ca/dtc/pubs/insights/view_indicators_2000.htm> (consulté le 29 août 2001).

50. Ibid.

CONCLUSION

Comme les marées, le caractère maritime du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse façonne son paysage économique. Les ressources de la mer suscitent une importante industrie de la pêche qui, à son tour, engendre une industrie de transformation et de services qui lui viennent en appui. De plus, comme elle est située à l'extrémité sud de la péninsule néo-écossaise, la région apparaît excentrée par rapport au marché qui a Halifax comme pôle régional. Compte tenu de la nature houleuse des pêches et des tendances centripètes de la nouvelle économie, on serait tenté de considérer le Sud-Ouest comme une économie foncièrement périphérique. Mais une observation plus attentive de cette région nous enseigne qu'elle est loin d'en être victime.

Les pêches, d'abord. Bien que la crise du poisson de fond ait ébranlé toute l'industrie, réduit le volume global des débarquements et le nombre des emplois qui y sont attribuables, les pêches restent vigoureuses dans le Sud-Ouest. Cette région est la seule dans l'Est canadien où l'activité de pêche s'étend pratiquement sur toute l'année. Cet avantage se fait particulièrement sentir dans la pêche au homard, qui s'effectue à contre-saison des autres régions et qui bénéficie, par le fait même, de meilleurs prix sur le marché. En outre, ici, la pêche est relativement diversifiée et se complète de plus en plus par des activités aquacoles. Le secteur de la transformation a aussi appris à composer avec les marées basses de cette industrie en important une partie de sa matière première.

Depuis des siècles, cette région entretient de nombreux échanges commerciaux avec la Nouvelle-Angleterre. C'est sur le marché de Boston qu'elle expédie le gros de ses débarquements de poisson, en particulier son homard encore vivant. L'adoption de l'ALENA au cours des années 1990 a facilité davantage cet accès. Ses liens commerciaux ont valu à la région un bon réseau de transport. Loin d'être isolé, le Sud-Ouest est en contact direct avec ses marchés. Ou du moins, il l'était...

Les changements survenus dans le secteur des transports au cours de la dernière décennie ont passablement érodé cet avantage économique que possédait la région. D'abord, le chemin de fer, qui, il y a un siècle, avait en quelque sorte justifié son adhésion à la Confédération canadienne, a été démantelé non pour des raisons politiques, mais bien pour des motifs de rationalité économique. De plus, les subventions compensatrices accordées par le fédéral pour le transport de marchandises ont également été abolies. Les services de traversier reliant la région avec l'extérieur, qui étaient soutenus par l'État, ont quant à eux été privatisés et, désormais, ils répondent surtout aux besoins du tourisme. Enfin, à l'ère des communications, on constate que la liaison aérienne à partir de Yarmouth risque de disparaître et que l'infrastructure des télécommunications n'est pas encore à la hauteur des besoins de la nouvelle économie.

Cette nouvelle économie, dont la venue est certes souhaitée dans le Sud-Ouest, semble difficilement y prendre racine. Il faut dire que le terreau est mince. Les niveaux de scolarité et de diplomation dans la région sont très bas. On ne compte qu'un établissement universitaire et il ne dessert que la minorité francophone. La recherche et le développement se font ailleurs. En dehors de l'industrie des pêches, les jeunes semblent difficilement trouver leur place et s'expatrient de plus en plus. La population vieillit et on voit mal comment elle pourrait s'intégrer pleinement à l'économie du savoir.

Pourtant, c'est l'espoir et un esprit gagnant qui animent cette région. S'appuyant sur la beauté de son paysage, la douceur de son climat, la vigueur de son économie axée sur les ressources et le fort esprit d'entreprise de sa population, les intervenants socioéconomiques de la région rivalisent d'ingéniosité pour élaborer de nouvelles initiatives et attirer de nouveaux investissements. La province met en œuvre une approche équilibrée de développement économique qui s'appuie sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles, tout en s'ouvrant à l'économie du savoir. Cela fonctionne. Les signes sont encourageants, mais le défi est grand si le Sud-Ouest veut se doter des ressources humaines et des infrastructures qui sauront soutenir la diversification de son économie.

PERSONNES CONSULTÉES

M. Chris Atwood, agent de développement économique
South West Shore Development Authority
Yarmouth

M. Claude Belliveau
Belliveau Motors Ltd.
Pointe-de-l'Église

M^{me} Diane Blinn, professeure de sciences administratives
Université Sainte-Anne
Pointe-de-l'Église

M. Chris D'Entremont, agent de développement économique
South West Shore Development Authority
Yarmouth

M^{me} Louise Fontaine, professeure de sciences administratives
Université Sainte-Anne
Pointe-de-l'Église

M^{me} Janet Larkman, directrice générale
Western Valley Development Authority
Cornwallis Park

M. Yalla Samou Sangaré, professeur de sciences administratives
Université Sainte-Anne
Pointe-de-l'Église

M^{me} Caroline Thériault, directrice
Département des sciences administratives
Université Sainte-Anne
Pointe-de-l'Église

M. Arthur F. Thériault
A.F. Thériault & Sons Ltd.
Metegan River

M^{me} Elaine Thimot
Clare Organics Products
Saulnierville

M. David Warner, agent de développement économique
South West Shore Development Authority
Yarmouth